

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS

à partir du 1^{er} de chaque mois
 France et Algérie : Un an... 25 fr.
 — Six mois... 14 fr.
 Étranger U.-P. : Un an... 32 fr.
 — Six mois... 18 fr.

Paraissant le Vendredi

Rédacteur en chef : Edmond THÉRY

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO :

France : 0 fr. 50 — Étranger : 0 fr. 60

INSERTIONS

Ligne anglaise de 5 centimètres
 Annonces en 7 points..... 2 50
 Réclames en 8 points..... 4 »
 Ce tarif ne s'applique pas aux annonces
 et réclames d'émission.

Adresse télégraphique : Éconopéen-Paris

TÉLÉPHONE : Central 46-61

N° 1373. — 53^e volume (26)

Bureaux : 50, rue Sainte-Anne, Paris (2^e Arr^t)

Vendredi 28 Juin 1918

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'Émission de l'Europe (En millions de francs)

DATES	Encaisse métallique		Circulation fiduciaire	PRINCIP. CHAPITRES					Taux de l'escompte
	Or	Argent		C/courants et dépôts particuliers	Portefeuille	escompte	Avances s'valeurs mobilières		
FRANCE — Banque de France									
1914 23 juillet...	4.104	640	6.912	943	1.541	739			3½
1918 13 juin.....	5.411	254	28.232	3.876	2.557	970			5
1918 20 juin.....	5.423	256	28.414	3.928	2.404	973			5
1918 27 juin.....	5.424	259	28.550	4.019	2.434	950			5
ALLEMAGNE — Banque de l'Empire									
1914 23 juillet...	1.696	146	2.364	1.180	939	63			4
1918 31 mai.....	2.932	151	15.003	9.544	18.181	9			5
1918 7 juin.....	2.932	151	15.043	9.205	17.886	10			5
1918 15 juin.....	2.933	151	15.053	9.881	18.671	12			5
ANGLETERRE — Banque d'Angleterre									
1914 29 juillet...	1.004	»	197	1.055	841	»			3
1918 6 juin.....	1.595	»	1.296	3.298	2.539	»			5
1918 12 juin.....	1.597	»	1.301	3.164	2.523	»			5
1918 20 juin.....	1.605	»	1.310	3.130	2.376	»			5
DANEMARK — Banque Nationale									
1914 31 juillet...	110	»	219	24	94	15			6
1918 28 février...	243	3	466	82	60	18			5
1918 30 mars.....	259	4	492	85	63	16			5
1918 30 avril.....	258	3	487	139	78	16			5
ESPAGNE — Banque d'Espagne									
1914 30 juillet...	543	706	1.919	498	446	170			4½
1918 25 mai.....	2.061	709	2.927	997	498	406			4½
1918 1 juin.....	2.067	709	2.929	1.011	497	429			4½
1918 8 juin.....	2.073	704	2.939	1.016	489	434			4½
HOLLANDE — Banque Néerlandaise									
1914 25 juillet...	340	17	652	10	185	130			3½
1918 4 mai.....	1.516	15	2.041	106	147	358			4½
1918 11 mai.....	1.516	16	2.000	122	140	316			4½
1918 18 mai.....	1.510	16	1.961	116	132	284			4½
ITALIE — Banque d'Italie									
1914 31 juillet...	1.105	89	3.086	245	586	471			5½
1918 10 avril.....	837	79	7.109	1.503	765	618			5
1918 20 avril.....	836	79	7.150	1.562	754	615			5
1918 30 avril.....	836	79	7.253	1.491	740	655			5
ROUMANIE — Banque Nationale									
1914 18 juillet....	154	1	414	14	237	47			5½
1917 15 juillet....	493	0	1.696	157	295	49			5
1917 22 juillet....	493	0	1.717	154	296	49			5
1917 29 juillet....	494	0	1.730	141	296	53			5
RUSSIE — Banque de l'Etat									
1914 21 juillet...	4.270	197	4.358	698	1.049	518			5½
1917 14 octobre...	3.456	413	46.107	6.773	38.552	4.859			6
1917 21 octobre...	3.456	445	47.621	6.720	39.701	4.491			6
1917 29 octobre...	3.453	475	48.965	6.723	41.803	4.592			6
SUÈDE — Banque Royale									
1914 31 juillet...	146	8	320	109	236	11			5½
1918 28 février...	329	3	784	146	314	164			6½
1918 30 mars.....	361	3	883	180	374	195			7
1918 30 avril.....	361	3	861	139	335	168			7
SUISSE — Banque Nationale									
1914 23 juillet...	180	19	639	51	94	20			3½
1918 30 mai.....	381	57	705	106	305	32			4½
1918 7 juin.....	380	57	690	107	286	32			4½
1918 15 juin.....	385	58	676	123	295	32			4½

REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE

Change de Paris sur (papier court)

	Pair	16 juillet 1914	29 mai 1918	5 juin 1918	12 juin 1918	19 juin 1918	26 juin 1918
Londres.....	25.224	25.177	27.155	27.155	27.155	27.155	27.155
New-York.....	518.25	516 »	570 »	570 »	570 »	570 »	570 »
Espagne.....	500 »	482.75	800.50	815 »	815 »	751.50	788 »
Hollande.....	208.30	207.56	283.50	288.50	290.50	288.50	288 »
Italie.....	100 »	99.62	65.25	60.50	59.75	63 »	62.25
Pétrograd.....	266.67	263 »	»	»	»	»	»
Suède.....	138.89	138.25	194.50	196.50	195.50	198.50	200 »
Suisse.....	100 »	100.03	141 »	144 »	145 »	144.50	142.50
Canada.....	518.25	»	»	»	»	»	»

Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet 1914	29 mai 1918	5 juin 1918	12 juin 1918	19 juin 1918	26 juin 1918
Londres.....	100 liv.	99.82	107.66	107.66	107.66	107.66
New-York.....	» dol.	99.56	109.99	109.99	109.99	109.99
Espagne.....	» pes.	96.55	160.10	163 »	163 »	150.30
Hollande.....	» flor.	99.64	136.09	138.49	139.45	138.49
Italie.....	» lire.	99.62	62.25	60.50	59.75	63 »
Pétrograd.....	» rbl.	98.62	»	»	»	»
Suède.....	» cou'	99.46	140.04	141.48	140.76	142.92
Suisse.....	» fr.	100.03	141 »	144 »	145 »	144.50
Canada.....	» dol.	»	»	»	»	»

Changes de Londres sur : (chèque)

	Pair	16 juillet 1914	28 mai 1918	4 juin 1918	11 juin 1918	18 juin 1918	25 juin 1918
Paris.....	25.224	25.182	27.155	27.165	27.165	27.165	27.155
New-York.....	4.86½	4.871	4.76½	4.76½	4.76½	4.76½	4.76½
Espagne.....	25.22	25.90	16.67	16.70	16.85	16.915	17.25
Hollande.....	12.109	12.125	9.505	9.395	9.305	9.345	9.355
Italie.....	25.22	25.268	43.45	43.55	44.375	45.45	44.30
Pétrograd.....	94.58	95.80	»	»	»	»	»
Portugal.....	53.28	46.19	32.25	31 »	30.25	30.75	30.75
Scandinavie...	18.15	18.24	13.90	13.91	13.91	13.83	13.51
Suisse.....	25.22	25.18	19.15	18.80	18.83	18.80	19.825

Valeur en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet 1914	28 mai 1918	4 juin 1918	11 juin 1918	18 juin 1918	25 juin 1918
Paris.....	100 fr.	100.14	92.88	92.85	92.85	92.85
New-York.....	» dol.	99.90	102.15	102.15	102.15	102.15
Espagne.....	» pes.	96.64	151.30	151.03	149.68	149.11
Hollande.....	» flor.	99.87	127.38	128.87	130.11	129.56
Italie.....	» lire.	99.82	58.04	57.91	56.84	55.49
Pétrograd.....	» rou.	98.77	»	»	»	»
Portugal.....	» mil.	86.69	60.53	58.18	56.78	57.71
Scandinavie...	» cou.	99.56	130.64	130.55	130.55	131.31
Suisse.....	» fr.	100.17	131.71	134.16	133.94	134.16

Dans l'ensemble, la situation de notre change s'est sensiblement améliorée, surtout dans les dernières séances de la semaine. Il n'y a guère que le change espagnol, dont nous parlons plus loin, et le change suédois qui enregistrent des progrès. Le *Stockholm* a clôturé au cours rond de 2 francs, contre 1,98 1/2 le 19 juin. Le gain n'est pas énorme et il est très possible qu'il ne se maintiendra pas longtemps ; il ne s'agit là, semble-t-il, que d'une hausse résultant de manipulations des financiers allemands sur le marché suédois. Les *couroannes norvégienne et danoise* ont pris une orientation toute différente : la première a perdu un centime en passant de 1,81 à 1,80 ; la seconde, un centime 1/2, de 1,78 à 1,76 1/2. Le *florin des Pays-Bas* clôture également plus faible à 2,88, contre 2,88 1/2 le 19 juin et 2,90 1/2 le 21.

La tendance est franchement bonne sur la *livre sterling* et le *dollar*. Les cours du marché libre, qui s'étaient un peu tendus ces temps derniers et faisaient une légère prime sur ceux du marché officiel, sont maintenant ajustés à nouveau; on peut même dire qu'ils sont soutenus par les cours officiels à 27,15 1/2 pour la livre et 5,70 pour le dollar, car les offres restent abondantes et si les courtiers du Trésor « rendaient le moindre peu la main » nous verrions pratiquer des cours plus bas. Le *change italien* s'est raffermi à 62 1/4 après avoir fléchi un moment, le 24 juin, à 61 3/4. Le travail d'assainissement du marché de cette devise semble se développer résolument sous l'impulsion du Trésor italien et de l'*Institut national des Changes*. On peut espérer de nouvelles améliorations si on est décidé à les poursuivre dans la prudence.

La *piastre espagnole* clôture à 7,88. On le voit, les réserves que nous formulons dans cette dernière chronique au sujet du caractère essentiellement précaire de la baisse enregistrée dans la séance du 19 juin, étaient tout à fait fondées. La rapidité même de la chute, — près de 55 centimes du jour au lendemain, — les conditions dans lesquelles elle s'était produite, ne permettaient pas de croire à un mouvement sain et durable. Il n'était que trop évident que l'on se trouvait en présence d'une baisse uniquement spéculative, tout au moins dans son ampleur sinon dans son principe. Il fallait donc s'attendre à une réaction plus ou moins violente. C'est à cette même conclusion que se sont arrêtés tous ceux de nos confrères qui ont analysé froidement la situation. Le *Pour et le Contre*, dans une étude intéressante et complète de la question, écrivait au sujet de ce fléchissement: « Les *joueurs* à la baisse sur les devises alliées ont été remplacés par des *joueurs* à la hausse sur la *peseta*. Tant mieux pour ceux qui, ici, en auront profité car ce qui est vendu devra être fourni par les vendeurs espagnols d'une façon ou d'une autre; mais tant pis pour le marché, qui risque de trouver dans ces positions mal établies une nouvelle cause d'instabilité. » Nos lecteurs ont pu voir que c'était là également notre avis. Il eût été prudent et sage de préserver le marché de ces brusques ressauts qui se sont produits dès le surlendemain et qu'il était si aisé de prévoir. Le 21, deux séances après la forte baisse, la *piastre* se traitait à nouveau aux environs de 7,77; le 24, le cours moyen s'inscrivait à 7,89 1/2; le 25 et le 26 il s'est maintenu à 7,88.

Le *franc suisse* a fléchi de deux centimes dans la semaine. Le cours moyen s'est établi, à Paris, le 26 juin, à 1,42 1/2, contre 1,44 1/2 le 19 et 1,45 1/4 huit jours auparavant. La cote de Paris n'a fait, en somme, que refléter l'amélioration qui s'est produite sur notre franc, en Suisse, car c'est sur les ordres reçus de là-bas qu'on a baissé ici. Le progrès s'étend à toutes les devises de l'Entente. Le 17 juin, les *cent francs* se traitaient à Genève à 69,20; le 25 on ne pouvait plus se les procurer qu'à 70,02 1/2. Dans la même période, la *livre sterling* a également passé de 18,79 à 19,01; le *dollar* de 3,94 à 3,98 1/2, les *cent lire* de 40,60 à 43,35. Les devises des Empires centraux, au contraire, enregistrent des dépréciations sensationnelles, qui ont atteint jusqu'à 3 % dans une même séance. Les *cent marks* tombent de 75,27 1/2 le 17, à 66,65 le 25; les *cent couronnes* austro-hongroise, de 42,50 à 38,65. La chute a d'ailleurs commencé bien avant le 17 juin: au début du mois le Berlin était coté à Genève 77,72 1/2 et la Vienne 47,77 1/2. Le *Journal de Genève* signale que « de grosses ventes viennent de la Suisse orientale où paraissent se liquider des positions spéculatives sous l'impression de la déclaration récente du gouvernement allemand qu'il se désintéressait du change ». On sait qu'il avait vainement tenté, il n'y a pas longtemps, un effort

de soutien que nous avons signalé et qui ne réussit pas. Il est des degrés dans la maladie où les piqures ne suffisent plus à donner du ton au malade. Les journaux allemands et autrichiens, qui avaient enregistré triomphalement et un peu précipitamment, au moment de l'offensive d'avril, « l'intervention d'Hindenburg sur le marché des devises », nous expliquent aujourd'hui, en de doctes articles, dont la longueur n'arrive pas à masquer l'embarras, que le mark baisse et la couronne aussi parce qu'ils sont plus offerts que demandés. Nous nous en doutions. Mais ce que nous voudrions bien savoir, c'est pourquoi ils sont ainsi plus offerts que demandés. Hindenburg, cette fois encore, y serait-il pour quelque chose? La baisse est générale sur tous les marchés neutres; toutefois, elle a été un peu rapide et il n'est pas impossible qu'il se produise une réaction que Berlin paraît, d'ailleurs, décidé à appuyer.

Cours des changes de New-York sur :

	Pair	16 juillet 1914	28 mai 1918	4 juin 1918	11 juin 1918	18 juin 1918	25 juin 1918
Paris	5.181	5.167	5.71 1/2	5.71 1/2	5.714	5.714	5.71 1/2
Londres	4.86 1/2	4.87 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2
Berlin (1)	95.28	95.06	»	»	»	»	»
Amsterdam	40.195	»	49 1/2	49 7/8	50 1/2	50 3/4	50 3/4

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	28 mai 1918	4 juin 1918	11 juin 1918	18 juin 1918	25 juin 1918
Paris	100 fr.	100 27	90 68	90 64	90 68	90 68	90 68
Londres	100 liv.	100 19	97 91	97 91	97 91	97 91	97 91
Berlin	100 Mk.	99 87	»	»	»	»	»
Amsterdam	100 flor.	»	123 15	124 08	126 26	126 26	126 26

Changes sur Londres à (Cours moyen du mardi)

	15 juillet 1914	4 juin 1918	11 juin 1918	18 juin 1918	25 juin 1918
Alexandrie	97 21/32	97 7/16	97 7/16	97 7/16	97 7/16
Pétrograd	95 80	»	»	»	»
Rio-de-Janeiro	15 7/8	12 29/32	12 29/32	12 3/4	12 5/8
Valparaiso	9 3/4	17 1/8	17 3/32	17 1/8	16 29/32
Cable transfert					
Bombay	1.3 31/32	1.6 1/32	1.6 1/32	1.6 1/32	1.6 1/32
Calcutta	1.3 31/32	1.6 1/32	1.6 1/32	1.6 1/32	1.6 1/32
Hong-Kong	1.10 5/16	3.2	3.3	3.3	3.2 7/8
Shanghai	2.5 3/4	4.6 1/2	4.7 1/2	4.7 1/2	4.7 1/2
Buenos-Ayres (or.)	47 11/16	51 1/2	51 3/4	51 1/16	51 1/2
Montevideo	51 3/32	63 7/8	63	61 1/4	61 3/4
Singapour	2.3 15/16	2.4 5/32	2.4 5/32	2.4 1/8	2.4 1/8
Yokohama	2 0 3/8	2.2 7/16	2.2 1/2	2.2 15/32	2.2 15/32

Variations du mark à

	14 mai 1918	21 mai 1918	28 mai 1918	4 juin 1918	11 juin 1918	18 juin 1918	25 juin 1918
New-York (1) (pair : 95 3/8)	»	»	»	»	»	»	»
Amsterdam (pair : 59 3/8)	»	»	»	»	»	»	»
Cours	38 75	38 80	39 85	38 30	38	37 30	34 75
Parité	65 39	65 47	67 24	64 63	64 12	62 94	58 64
Perte %	34 61	34 53	32 76	35 37	35 88	37 06	41 36
Genève (pair : 123 47)	»	»	»	»	»	»	»
Cours	79 30	80 27	79 20	76 80	76 25	75 15	66 65
Parité	64 23	65 02	64 15	62 21	61 76	60 87	53 99
Perte	35 77	34 98	35 85	37 79	38 24	39 13	46 01

Le change sur Vienne à Genève est coté 38 65, c'est-à-dire que la perte de la couronne est d'environ 63 20 %.

Métaux précieux et Escompte hors banque à Londres

	24 déc. 1917	25 janv. 1918	25 fév. 1918	25 mars 1918	25 avril 1918	25 mai 1918	25 juin 1918
Cours de l'or	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9
Cours d'argent	43 3/8	43 5/8	42 1/2	46 .	49 1/4	48 7/8	48 7/8
Escompte hors banque	14 25/32	4 1/16	3 5/8	43 19/32	3 9/16	3 1/2	3 1/2

(1) Depuis le 30 mars 1917 le cours du mark et de la couronne n'est plus coté à New-York.

LA SITUATION

L'événement militaire capital de cette semaine est la victoire que les Italiens ont remportée sur les Autrichiens à la Piave. La grande offensive autrichienne est non seulement brisée, mais l'armée ennemie bat en retraite. Cette victoire italienne est un succès de première importance. Il est douteux que depuis la bataille de la Marne un triomphe aussi net et aussi significatif ait été remporté par les Alliés. Il est d'autant plus satisfaisant qu'il efface d'une manière définitive l'impression fâcheuse causée par le désastre de l'automne dernier et qu'il restaure pleinement le prestige militaire de l'Italie.

Sur les autres fronts, la situation reste stationnaire et calme depuis le grand échec que les Allemands ont subi dans leur tentative de prendre Reims. Cependant depuis on a l'impression que sont achevés les préparatifs de l'ennemi pour le renouvellement de l'offensive en face des Anglais.

Une crise politique a éclaté à Vienne. M. von Seidler, président du Conseil, a donné sa démission. Il a été invité à continuer l'expédition des affaires courantes. Or l'empereur Charles, en invitant M. von Seidler à garder la direction des affaires, n'a eu d'autre but que de gagner du temps et de consulter tout à son aise les principaux leaders parlementaires des cercles restés fidèles au gouvernement. Il est, en effet, extrêmement difficile de dénouer la crise intérieure qui est provoquée à la fois par la lutte nationale, par les difficultés politiques et, avant tout, par le malaise économique. L'empereur Charles se heurte à deux ordres de difficultés. D'un côté, les partis populaires et les partis nationaux demandent une politique nouvelle qui correspondrait peut-être à son désir légitime.

Les réactionnaires, d'autre part, appuyés par les émissaires de l'Allemagne, s'agitent et intriquent en vue de reconquérir l'influence dont ils jouissaient à la Hofburg sous le règne de François-Joseph.

M. Lloyd George a fait lundi, à la Chambre des Communes, un grand exposé de la situation qui reflète un solide optimisme et, de nouveau, une grande confiance dans la victoire.

« Nous sommes, a-t-il dit, à la veille d'événements d'une haute importance. Les Allemands vont peut-être porter un grand coup d'ici à quelques heures, certainement dans quelques jours, et le sort de cette campagne en peut dépendre. Jamais les Alliés ne se sont sentis en meilleure posture pour y faire face. »

Il a ajouté que tout autorise la ferme croyance dans le triomphe final, surtout l'énergie et la promptitude de l'aide américaine.

D'autre part, en réponse à une question posée à la Chambre des Communes sur les relations anglo-russes, M. Steel Maitland, secrétaire parlementaire du département des informations commerciales, a dit :

« Le gouvernement actuel russe n'a pas été formellement reconnu par le gouvernement britannique. Il n'y a pas de représentant britannique accrédité en Russie, et les intérêts britanniques, politiques et économiques sont confiés à diverses missions dont il serait difficile de dé-

finir le statut exact, étant donné la situation extraordinaire existant en Russie. »

Depuis le 25 juin, Paris est rattaché à la zone des armées. Cette décision gouvernementale n'a aucune conséquence administrative immédiate.

Un décret en date du 20 juin a créé auprès de la présidence du Conseil un commissaire général des affaires de guerre franco-américaines. M. André Tardieu, ancien haut commissaire aux Etats-Unis, a été appelé à la direction de cet important service qui rendra plus étroite la coopération de la République nord-américaine dans la défense de notre juste cause.

LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

L'offensive que les Autrichiens avaient prononcée contre les positions de nos alliés italiens a été transformée, grâce à la belle résistance des armées alliées en une défaite des assaillants. Non seulement l'ennemi n'a pu se maintenir dans les poches et aux têtes de ponts dont il s'était emparé, mais il a dû rapasser la Piave, harcelé par les contre-attaques des vaillants soldats de Diaz.

Voici les événements qui ont précédé ce beau succès.

Dès le 20 juin, les troupes autrichiennes étaient rejetées au nord de la voie ferrée du Monte-Belluna et d'autres contre-attaques au sud réduisaient appréciablement le secteur de la lutte à l'ouest de San Dona.

La pression de nos alliés s'accroît le lendemain 21 juin sur le Montello ainsi que devant Fagare et Zenson.

Une réaction de soldats de Boroëvic sur le Montello fut complètement brisée le 22, tandis qu'à Cavazucherina les marins et les bersagliers italiens, soutenus par l'artillerie de la marine royale, élargissaient une tête de pont.

C'est le 23 au soir que le général Diaz lança ce communiqué succinct mais combien réel : « Du Montello à la mer, l'ennemi défait et talonné par nos braves troupes repasse en désordre la Piave ». Une petite fraction de terrain à Messillo était restée seule au pouvoir des Autrichiens, elle fut d'ailleurs reprise le 24 dans une attaque locale.

La bataille s'apaisa le 25 et le 26 les soldats italiens occupaient leurs positions de départ sur la Piave et récupéraient le Capodi di Sile où l'ennemi avait le plus profondément réussi à pénétrer dans la zone coupée de canaux près de la mer.

Cette victoire constitue certainement l'un des plus beaux succès des armées alliées depuis 1914, et on peut espérer que l'armée autrichienne défait aura d'ici peu à subir la contre-offensive que ne manquera pas de prononcer le haut commandement italien.

Sur le front occidental nous nous trouvons en pleine période d'attente. Mais c'est surtout en Champagne que nos troupes de choc se montrent actives; elles prononcent de nombreux coups de main.

Dans la région de Château-Thierry, les jeunes soldats américains ont consolidé et élargi leurs récents succès au bois Belleau et ont capturé un grand nombre de prisonniers.

Il a été récemment annoncé que 900.000 Américains se trouvaient actuellement en France. Sur ce nombre une grande partie, environ 600.000 combattent aux côtés de nos poilus. Les envois de troupes des Etats-Unis augmentent sans cesse et bientôt le nombre des sammies en France dépassera le million.

QUESTIONS DU JOUR

La Situation Économique et Financière de la France

C. — Après la Guerre

(Suite) (1)

IV. — Relèvement de la Production agricole nationale

Nous venons d'envisager la politique d'ensemble que les nations de l'Entente devront appliquer pour se défendre victorieusement contre l'agression économique dont l'Allemagne nous menace avec le *Mittel Europa*, mais, indépendamment de cette politique d'ensemble, la France devra s'attacher à résoudre plusieurs problèmes économiques d'ordre intérieur dont le relèvement de sa production agricole doit tenir le premier rang.

L'expérience des faits prouve que l'agriculture est la principale industrie de notre pays, et pour lui permettre de retrouver son ancienne prospérité, il est indispensable de s'occuper des conditions dans lesquelles l'exploitation agricole pourra normalement s'exercer.

En effet, la guerre a placé l'agriculture française dans une situation très grave, on ne saurait trop le répéter, et cette situation sera plus grave encore après la démobilisation, parce que les salaires que l'industrie, le commerce et les chemins de fer offriront pour reconstituer leurs effectifs, accentueront l'exode des campagnes vers les villes ; et cette émigration, venant s'ajouter aux lourdes pertes de la guerre, rendra les conditions de l'exploitation de la moyenne et de la petite culture à peu près impossible si, par une vigoureuse initiative, l'Etat, s'appuyant sur les syndicats et les associations agricoles, ne leur fournit rapidement les moyens d'action que la grande culture ne se procurera pas facilement elle-même.

Nous résumerons ces moyens d'action dans les trois formules suivantes :

1° Développement de la mutualité agricole, tant au point de vue du crédit qu'au point de vue de l'achat de l'outillage et des produits nécessaires aux exploitations et de la vente des récoltes obtenues ; 2° vulgarisation de la motoculture pour permettre de remédier à la pénurie de la main-d'œuvre ; 3° emploi intensif des engrais chimiques pour donner à la terre de France le moyen d'obtenir des rendements au moins égaux à ceux des pays agricoles du nord et du centre de l'Europe.

Les deux premiers éléments du problème sont en voie de bonne solution, mais il n'en est malheureusement pas de même pour la question de l'emploi intensif des engrais qui vient, pour la production agricole, immédiatement après celle de la main-d'œuvre.

En effet, les statistiques de production démontrent que, dans les vieilles nations de l'Europe, dont les terres sont relativement fatiguées, le rendement moyen à l'hectare est toujours en rapport avec la quantité d'engrais chimiques employés.

Ces mêmes statistiques établissent que l'Allemagne, dont la qualité du sol n'est certes pas comparable, dans son ensemble, à celle de notre pays, a cependant obtenu, pendant les dix années qui ont précédé la guerre, des rendements à l'hectare énormes comparativement à ceux que nous avons réalisés nous-mêmes en n'appréciant pas à sa valeur l'efficacité des engrais.

(1) Voir l'*Economiste Européen*, nos 1350, 1351, 1352, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1369 et 1370 des 18, 25 janvier, 1^{er}, 15, 22 février, 1^{er}, 8, 15, 22, 29 mars, 31 mai et 7 juin 1918.

Presque tous les pays du centre et du nord de l'Europe ont suivi l'exemple de l'Allemagne ; et c'est avec un serrement de cœur que nous reproduisons le tableau du rendement moyen à l'hectare obtenu, pendant la période 1909-1913, pour leurs quatre grands produits agricoles :

Rendement moyen à l'hectare pendant la période 1909 à 1913

Pays	Blé	Avoine	Orge	Pommes de terre
	(Quintaux métriques)			
France.....	13.2	13.0	14.3	85.7
Allemagne.....	21.4	19.8	20.9	137.1
Grande-Bretagne	21.1	17.9	18.4	146.7
Autriche.....	13.6	14.3	15.1	99.2
Belgique.....	24.9	28.2	23.8	183.2
Danemark.....	27.5	17.5	21.9	137.1
Hollande.....	24.0	20.9	28.4	147.9

Ce sont des chiffres navrants. Evidemment, nous avons en abondance des terres excellentes qui produisent des rendements bien supérieurs à la moyenne du tableau précédent ; mais ce sont précisément des terres cultivées méthodiquement et pour lesquelles les engrais ne font jamais défaut.

Il convient donc de pousser très énergiquement les agriculteurs français à intensifier l'emploi des engrais pour leurs diverses cultures ; malheureusement, la guerre en a complètement désorganisé la production, ainsi que la répartition, et il est indispensable que le gouvernement intervienne dès maintenant pour faciliter à l'industrie privée la reprise de sa fabrication d'engrais phosphatés et azotés.

V. — Relèvement de l'Industrie française

Nous avons expliqué, en parlant de l'effort économique et financier de la France pendant la guerre, que les emprunts contractés par l'Etat n'ont pas été seulement destinés aux dépenses de ravitaillement, de fabrications d'armes et de munitions et d'allocations aux familles de mobilisés ; ils se sont incorporés, en large partie, dans nos créations industrielles nouvelles qui travaillent en ce moment-ci pour la guerre, mais qui nous permettront de créer des entreprises fécondes pour la paix de demain.

Sans doute, 20 ou 25 % de nos emprunts de guerre iront à l'étranger pour régler les achats extérieurs que la lutte rend nécessaires, mais la plus grosse part de ces emprunts reste en France et y prépare les éléments de sa rénovation industrielle.

La reconstitution de notre outillage industriel, systématiquement détruit par les Allemands, doit se faire rapidement, parce qu'il est bien certain que, si nos concurrents alliés ou ennemis nous devancent, avec leurs produits, sur les marchés que nous voulons conquérir ou simplement conserver, nous aurons ensuite beaucoup de peine à les en déloger. Mais cette question n'est qu'un des éléments du grand problème à résoudre et, en même temps qu'ils en poursuivront la solution, les pouvoirs publics devront se hâter d'étendre et de compléter nos moyens de transports terrestres et maritimes.

En effet, le gouvernement et le parlement ne devront pas oublier que les grands travaux publics, dont l'Assemblée nationale, au lendemain de la guerre de 1870-1871, décida l'exécution immédiate, malgré des charges énormes que la guerre venait d'imposer au budget de l'Etat, ont largement contribué au relèvement industriel de notre pays.

La période 1873-1876 restera célèbre dans l'histoire du développement de notre outillage national, comme elle restera célèbre dans notre histoire éco-

nomique et financière, car elle a donné au monde l'exemple unique d'une nation écrasée et mutilée par une guerre étrangère, déchirée par la guerre civile, mais trouvant dans son énergie, dans son patriotisme, dans ses ressources naturelles, une telle puissance morale et matérielle, qu'elle s'est relevée subitement, à la grande stupéfaction de ses ennemis, et devenait redoutable à ceux-là mêmes qui croyaient l'avoir abattue pour un demi-siècle.

A l'heure actuelle, et d'après les indications recueillies par les Comités d'action économique qui fonctionnent dans toutes les régions de la France, nous savons qu'en dehors des départements envahis, nos industries ont pour 40 % au moins cessé toute production, et cela, soit parce que leur personnel dirigeant a été mobilisé, soit à cause des difficultés qu'elles éprouvent pour se procurer de la main-d'œuvre et des matières premières ; soit enfin parce que l'exportation de la presque totalité des produits fabriqués est interdite en raison des circonstances de guerre.

Sur les 60 % restant en activité, la moitié environ travaille exclusivement pour les besoins de la Défense nationale. Il ne reste ainsi, pour faire face aux demandes de la clientèle civile (que l'accroissement de la circulation monétaire française a augmentées plutôt que diminuées) que 30 % des usines travaillant avant la guerre.

Il faudra donc accomplir un grand effort pour rétablir l'équilibre d'autrefois ; mais l'accomplissement de cet effort ne doit pas nous faire oublier que la France est soumise à des conditions ethnologiques spéciales qui lui créent un tempérament social absolument différent de celui de l'Allemagne, de l'Angleterre ou des Etats-Unis.

Ces trois pays ont, en effet, un accroissement de la population et un sous-sol qui leur ont permis de devenir, très naturellement, des pays de grande industrie. La France, au contraire, a une population stationnaire et se trouve dans la fâcheuse nécessité d'importer, chaque année, un tiers de la houille nécessaire à sa consommation et les trois quarts des minerais utilisés par son industrie.

Ceux qui, après la victoire finale, recevront la mission de défendre les intérêts présents et futurs de notre pays, ne devront donc pas perdre de vue que les mêmes raisons de traditions et de milieu qui ont fait de la France une nation de moyennes et de petites propriétés agricoles, en ont fait aussi un centre de petites industries dans lesquelles l'initiative et le sens artistique des patrons, le goût et l'habileté individuelle de l'ouvrier, jouent un rôle prépondérant.

Cette division de l'industrie française a, il est vrai, certains inconvénients, dont le plus grave est l'augmentation du prix de revient des articles de grande consommation ; mais à d'autres égards elle présente, pour notre pays, des avantages incalculables.

D'abord, au point de vue professionnel, elle utilise, plus complètement que la grande industrie, les aptitudes de nos nationaux ; elle donne plus de souplesse à la fabrication, lui permet de se prêter mieux aux brusques variations de la mode et, enfin, de réaliser ces améliorations de détail qui conservent aux produits français ce cachet d'originalité artistique que le machinisme allemand n'a jamais pu obtenir.

Bref, c'est en France que l'article de luxe est né ; c'est lui qui a fait la réputation mondiale de notre production industrielle. Si nous voulons élargir le cadre de nos exportations à l'étranger, c'est donc les intérêts de nos industries de luxe qu'il faudra surtout défendre quand nous aurons à discuter, avec nos alliés, les conditions de paix générale.

En résumé, tant au point de vue de notre com-

merce extérieur qu'au point de vue de notre régime économique général, les accords à intervenir entre les nations alliées, en vue de la paix future, posent à la France une foule de graves problèmes que l'écrasement de l'Allemagne — même s'il est complet et définitif, comme nous l'espérons tous — ne résoudra qu'en partie.

Nous ne saurions trop rappeler qu'en matière d'industrie, d'agriculture et de commerce, rien ne s'improvise, et qu'en songeant d'avance aux solutions possibles, on risque moins de se laisser dominer par les événements... car nous ne devons pas oublier que les intérêts économiques de nos alliés sont, par certains côtés, très différents des nôtres.

(A suivre.)

EDMOND THÉRY.

La Coopération Japonaise

Voilà bien des années qu'on parle de l'entrée du Japon dans la guerre européenne. On en parle depuis qu'on la souhaite, c'est-à-dire depuis le début même du conflit mondial.

Le Japon certes, s'est rangé à côté des Alliés ; il a coopéré effectivement à certaines opérations militaires, surtout navales, mais ni de la façon, ni dans la mesure dont l'auraient souhaité tous les Alliés. Il a conquis Kia-Tcheou, la riche et forte colonie allemande de la Chine, portant à la puissance et au prestige de l'Allemagne en Orient un coup terrible ; il a pris et occupé les îles Marshall et les Carolines ; il a fait la police des océans orientaux ; sa marine a participé, à côté de celles de l'Entente, à d'importantes opérations dans la Méditerranée... Mais on n'a pas encore vu ses soldats à côté des soldats des Alliés, sur les grands champs de bataille où se joue la liberté du monde. Et à ceux qui s'en étonnaient, qui n'arrivaient pas à comprendre pourquoi restait inemployée cette force considérable dont l'action aurait pu être décisive on donnait, entre plusieurs autres bonnes raisons, celle-ci qui semblait sans réplique : « L'esprit positif et réaliste des Japonais n'a pas encore aperçu l'intérêt personnel qu'ils avaient à jeter toutes leurs forces et toutes leurs richesses dans la guerre. La perspective d'aucun avantage national ne les a encore animés, la crainte d'aucun danger direct ne les a encore émus. »

Mais la situation, pour eux, a changé, depuis le traité de Brest-Litovsk — et surtout depuis les violations journalières de ce traité par l'Allemagne. Le Japon ne peut plus se retrancher dans l'attitude d'un « splendide isolement » depuis que l'Allemagne a dévoilé et surtout a commencé de réaliser le plan d'occupation militaire et économique de l'Asie russe. L'Allemagne a entrepris visiblement la conquête de la Sibérie. Cette fois elle se heurte directement au Japon dans une région qu'il considérait comme sa sphère d'influence et de travail.

Le choc entre les deux puissances va-t-il enfin se produire là ? C'est à peu près certain, car l'enjeu, qui est de premier ordre, vaut la bataille.

**

Si en France on ne comprenait pas l'intérêt qu'a l'Allemagne à s'emparer de la Sibérie et l'intérêt plus grand encore qu'a le Japon à l'en chasser, c'est qu'on ne se figurait ce pays qu'à travers la vision qu'en a créée la légende du temps des Tsars : c'est qu'on se représentait encore la Sibérie comme un immense désert glacé, comme une vaste solitude polaire de dévastation et de mort. C'est comme si l'on se représentait la France entière d'après un paysage des Landes ou toute l'Afrique d'après un coin du Sahara. Une très faible partie de la Sibérie correspond à cette vision de désola-

tion. Cette immense région, presque aussi vaste qu'un continent, où l'on découperait aisément dix grandes républiques, étend sous des climats divers des provinces qui peuvent passer justement pour les plus riches et les plus fertiles du monde. Un de nos confrères japonais, après s'être amusé de l'ignorance de ceux qui voient la Sibérie sous les images d'un affreux désert ajoute :

« Rien n'est plus faux que cette opinion généralement enseignée sur la prétendue non-valeur économique de l'immense possession russe. Les explorateurs, qui ont étudié le pays, s'accordent à proclamer la fertilité du sol sibérien. On sait qu'en Sibérie la terre arable couvre une superficie d'environ 10 millions d'hectares. De l'Ouest à l'Est ses plaines, que l'été revêt d'une riante verdure et pare de mille fleurs, produisent des fruits et des légumes en abondance. Ses forêts, dont la majeure partie est encore vierge, sont riches en essences précieuses et abondent en bêtes à fourrure. Les oiseaux y sont très nombreux. La richesse du sous-sol dépasse l'imagination et offre à l'industrie minière une variété importante de minéraux : or, argent, platine, fer, plomb, zinc, étain, houille, diamant et pierres précieuses comme le saphir, le rubis. Aussi les Anglais y exploitent plusieurs mines d'or et, de leur côté, les capitalistes américains y convoitent avec raison des ressources favorables à leurs industries nationales. »

**

Notre confrère japonais a raison : en dehors de sa valeur politique, qui est inappréciable, la Sibérie est d'une richesse économique incomparable qui la destine à devenir un des grands greniers et un des plus vastes centres d'approvisionnement de matières premières du monde entier.

Sa zone glacée nous est seule connue ! Mais la plus grande étendue de la Sibérie participe des pays tempérés et même chauds. Irkoutsk est à la latitude de la Hollande ; Vladivostok est à la latitude de Florence ; un tiers de la Sibérie est, en été, à la température de Marseille.

Aussi y trouve-t-on des provinces d'une fertilité extraordinaire : elles s'étendent sur des millions de kilomètres. Toutes les céréales, froment, avoine, orge et seigle y viennent en abondance. D'immenses prairies y nourrissent d'innombrables troupeaux de bêtes à cornes qui font, de provinces entières, les centres mondiaux de l'industrie laitière et beurrière. Des milliers et des milliers de tonnes de beurre étaient expédiées, chaque année, du centre de la Sibérie à Paris et à Londres, par les ports russes de la Baltique.

Enfin, dans toute la largeur de la Sibérie, de l'Oural au Pacifique, s'étend une immense forêt : dernière et plus grande réserve forestière du monde entier.

Les richesses minérales ne le cèdent pas en importance aux richesses agricoles. Le pays est richement producteur d'or. Les gisements des bords de l'Enissei en fournissent, en moyenne, 2 milliards de francs par an ; un autre gisement de la Transbaïkalie, pauvrement exploité par des moyens primitifs, a donné, en trente ans, un rendement de 800 millions de francs.

Les mines de cuivre, de fer et de charbon y abondent ; il suffirait de les exploiter pour en tirer, sans grande peine, d'incalculables revenus. Quels trésors n'y découvrirait pas encore une exploitation méthodique ?

La principale cause de l'abandon de tant de richesses a été, jusqu'ici avec l'indolente nonchalance des autorités, le manque de communications. Les rivages du nord, bloqués par les glaces, sont impraticables la majeure partie de l'année. Et d'ailleurs, comment y aurait-on accès dans un pays sans chemins de fer ni routes ? Une seule voie

de communication intérieure : le long ruban du Transsibérien qui va de l'Oural à Vladivostok, détachant de lui quelques embranchements, mettant le Japon à moins de deux semaines de voyage de Paris, reliant tout le centre de l'Asie, aux pays européens.

Que l'Allemagne, maîtresse de la Russie par la trahison des Bolcheviks ait songé immédiatement à s'infiltrer en Sibérie, à s'y implanter, à mettre la main sur ses richesses et son chemin de fer, nul ne s'en étonnera qui connaît les insatiables appétits de Berlin.

Les Allemands en avaient d'ailleurs organisé la conquête depuis longtemps ; ils n'ont eu qu'à développer cette organisation et à la mettre en œuvre. Sans compter les prisonniers de guerre, maintenant libérés, qu'ils enrégimentent et arment, les Allemands avaient depuis des années des milliers d'agents en Sibérie. Ils y sont encore. Disciplinés et bien pourvus d'argent, ils font du commerce, de l'espionnage et de la conquête. Ils prennent par les organisations ouvrières, où ils dominent facilement le troupeau des illettrés, la direction du mouvement révolutionnaire et social. Ils sont déjà les maîtres du commerce et de la politique.

Ils ne se heurtent qu'à un obstacle : aux Japonais qui considèrent, avec raison, que la Sibérie est leur sphère d'influence, un peu leur Hinterland, qui ne pourront manquer de voir dans l'établissement des Allemands en Sibérie une menace directe contre leur prospérité et leur indépendance, une véritable provocation à relever.

Le conflit est donc fatal : les deux influences allemande et nipponne ne peuvent subsister côte à côte. Il faut que l'une disparaisse devant l'autre. La possession du Transsibérien, pour n'envisager que ce côté de la question, donnera à celui qui en sera maître la maîtrise de tout le nord de l'Asie. Le Japon peut-il l'abandonner à l'Allemagne ? La nécessité de disputer le Transsibérien à son ennemi suffirait à jeter le Japon dans la guerre avec toute sa force et toutes ses ressources. On a vu qu'il en est encore d'autres raisons : on peut donc prévoir le conflit.

Si pour entrer activement dans la guerre, le Japon a attendu d'être directement menacé et dans sa sécurité et ses intérêts les plus directs, on peut annoncer que l'heure de son intervention a sonné.

Georges BOURGAREL.

Le Blocus jugé par un Neutre

La *Gazette de Lausanne* du 15 juin a publié sur le blocus l'article très intéressant que nous reproduisons ci-dessous. Elle en fait l'historique depuis août 1914, et montre nettement que, malgré la guerre sous-marine, les Allemands sentent de plus en plus lourdement le fardeau de l'excellente arme économique que peut être le blocus intensif sagement et méthodiquement organisé, — et qu'ici même nous n'avons cessé de préconiser intégralement.

Sa sévérité et son efficacité

Le blocus consiste à empêcher toute communication entre un port et la haute mer : en principe le port n'est bloqué que par la présence effective d'un navire bloquant ; la sanction, pour tout bâtiment qui veut forcer la consigne, est d'être coulé. Dans la guerre actuelle, le mot a pris un sens bien plus large : beaucoup de produits ont été classés comme contrebande de guerre qui ne l'étaient pas auparavant et la guerre sous-marine a obligé l'Entente à surveiller son propre ravitaillement. Le nom générique de blocus s'étend aujourd'hui à toutes ces mesures de guerre économique.

Le blocus jusqu'au mois de juin 1917

Le blocus, en 1914, semble devoir se limiter à nuire au commerce ennemi. Mais il est sans portée. Bientôt les navires allemands ne paraissent plus sur les mers. La visite des neutres est faite très superficiellement : les Allemands sont ravitaillés par eux.

Le 4 février 1915, l'Allemagne décide que tout navire, de quelque nationalité qu'il soit, qui sera vu dans les eaux territoriales de l'Entente, sera coulé comme faisant de la contrebande de guerre. Alors les Allemands se dissimulent derrière des neutres complaisants qui traitent pour eux. Comment empêcher, par exemple, un Argentin neutre de faire du commerce avec un Danois neutre aussi ? Aussi on établit des listes noires, répertoires de tous les commerçants neutres suspects de servir des personnes interposées aux ennemis. On prohibe toute relation avec eux. Le décret français est daté du 6 août 1915.

Pour rendre plus sûre la surveillance des neutres, la Conférence de Paris, en juin 1915, établit le rationnement des neutres. Du total des importations de la Hollande ou de la Suisse par exemple, pendant les derniers mois, on déduit la moyenne des mêmes importations au cours des années antérieures. On admet que la différence est le contingent nécessaire au pays. Le surplus, regardé comme acheté pour être passé aux Empires centraux, ne leur sera plus livré.

En même temps on allonge la liste des objets regardés comme contrebande de guerre ; toutes les matières portées sur ces listes ne peuvent pas circuler sur mer, même de neutre à neutre. (Décrets très nombreux, notamment 6 novembre 1914, 3 janvier 1915.)

Les puissances neutres, très gênées dans leur commerce, proposent alors, pour montrer leur bonne foi, de créer une association privée, au nom de laquelle seraient faites toutes les expéditions. Cette association recevrait tous les produits nécessaires, mais elle serait garante de non-réexpédition à nos ennemis. De forts cautionnements, sans compter le refus de toute autre livraison à l'avenir, nous assurent de sa fidélité. La Hollande crée ainsi le N. O. T. (Netherlands Overseas Trust) ; la Suisse l'imite (S. S. S. ou Société de surveillance suisse), ainsi que le Danemark.

Le blocus, ainsi complété, laisse encore place à bien des fuites et à bien des difficultés. Le coton américain est notamment source de sérieux embarras. En effet, on l'emploie pour fabriquer la poudre à cause de la cellulose. Le commerce en est interdit. Mais les Etats-Unis, qui en vendaient de très grandes quantités pour les tissages, sont gravement lésés. Ils protestent et il est fort malaisé de mécontenter un neutre aussi puissant et de qui, pour bien des produits, les Etats de l'Entente dépendent.

Le blocus depuis juin 1916 jusqu'à la paix russe

L'Allemagne souffre néanmoins beaucoup. Aussi développe-t-elle tant qu'elle peut la guerre sous-marine, pour empêcher les Alliés aussi de recevoir ce qui leur est nécessaire. Ceux-ci, pour avoir les approvisionnements dont ils ne sauraient se passer, créent en juin 1916 un nouvel organisme, le « Comité permanent international d'action économique ». Ce comité a pour mission de traiter avec les neutres limitrophes des Empires centraux et d'obtenir livraison, par préférence aux états de l'Entente, des produits dont ils sont producteurs.

Dès juin 1916, les Anglais acquièrent de la Hollande certains produits agricoles indispensables à l'alimentation de la Grande-Bretagne ; accord analogue avec la Norvège pour les produits de la pêche et les pyrites, avec les Danois pour les produits alimentaires,

Les Empires centraux sentent les privations plus durement et élargissent la guerre sous-marine ; ce sera un moyen d'impressionner les neutres et surtout de priver les Alliés des marchandises qu'ils se sont fait réserver. La fameuse déclaration du 31 janvier 1917 décide d'étendre le Sperrgebiet et de couler tous les navires, sans avertissement préalable.

Cette nouvelle mesure porte ses fruits. Pour les Alliés, les pertes de tonnage sont lourdes, mais rapidement compensées par une construction intensifiée (cette construction annuelle arrive à dépasser le double de celle faite avant la guerre dans l'année de plus forte production).

La menace sous-marine atteint aussi les neutres, dont les corsaires coulent les paquebots. De là les ruptures diplomatiques, puis les déclarations de guerre. La plus grave pour l'Allemagne fut celle des Etats-Unis, le 6 avril 1917.

Le blocus reçoit alors une forme nouvelle. Comme tous les pays producteurs sont en guerre contre les Allemands, on applique le contingentement non plus en route comme jadis, mais à la source. Le pays producteur ne laisse sortir que la quantité accordée à chaque neutre.

La portée actuelle du blocus

A ce point de perfectionnement, le blocus obtient sa pleine action. Une fissure a été ouverte par la paix russe. Par l'est une partie des besoins germaniques sera satisfaite. C'est incontestable. Mais le blocus garde encore une grande force de coercition.

A vrai dire, l'Entente n'a jamais escompté par le moyen du blocus réduire les Allemands à la famine. Si cela est possible pour une ville qu'on assiège, cela ne peut l'être quand on assiège 100 millions d'hommes dans 1 million de kilomètres carrés. Mais le blocus prive incontestablement l'Allemagne de produits importants, par là use sa force de résistance et hâte sa défaite. Même en admettant qu'elle ait par l'est, pétrole et corps gras, — et la chose est douteuse par suite des troubles, des embarras financiers et du manque de communications dont souffre l'Ukraine, — malgré tout elle n'a pas et aura de moins en moins certaines matières premières indispensables à leurs industries : graisses animales d'Angleterre, laines et peaux d'Argentine, cuivre dont la Russie ne donne que des quantités insuffisantes, surtout coton d'Amérique, dont il faut 2 millions de tonnes, acide sulfurique pour lequel il fallait chercher à l'étranger plus d'un million de tonnes de pyrites. Tous ces produits sont entre les mains des Alliés.

Ainsi, malgré les efforts déployés par les Allemands dans la guerre sous-marine, l'Entente a réussi, en resserrant le blocus, à le rendre efficace et à transporter dans la réalité cette « guerre économique » qui est une des meilleures garanties de ses succès définitifs.

Le Discours de Kuhlmann

L'émotion produite dans les milieux libéraux allemands à la suite de l'allocation grandiloquente prononcée par le kaiser au grand quartier général, laissait prévoir un exposé de la politique extérieure de l'Empire. On croyait généralement que Hertling, sans prendre nettement position, allait tout au moins essayer de calmer les esprits.

C'est au secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Kuhlmann, qu'est échu le rôle de prononcer le discours d'apaisement. Le 24 juin, Kuhlmann a fait, à grands traits, devant le Reichstag, au cours de la discussion en deuxième lecture du budget des affaires étrangères, le tableau des différentes ques-

tions intéressantes la politique impériale, que l'on attendait du Chancelier lui-même.

Soutenu par la gauche et par le centre, très habilement il s'est efforcé de donner une leçon aux pangermanistes, et de détruire les mauvais effets de la thèse exposée avec autorité par Hindenburg, Ludendorff et toute la clique du parti militaire encouragée par l'allocution du kaiser.

Après avoir exposé les négociations avec l'Autriche-Hongrie qui ont pour but le resserrement de l'alliance, Kuhlmann a parlé d'abord du problème balkanique. Il a exprimé l'espoir de voir la Bulgarie et la Turquie s'entendre sur les territoires en litige et il a annoncé qu'au cours d'une prochaine conférence à Constantinople la question de la Dobroudja serait examinée conjointement avec celle du Caucase.

Passant ensuite aux provinces balniques, il a assuré l'Esthonie et la Livonie de la protection allemande et a parlé avec prudence de l'organisation intérieure de la Courlande et de la Lithuanie. Sur la question polonaise, il s'est montré peu affirmatif, exprimant simplement l'espoir que « les efforts zélés des hommes d'Etat intéressés arriveront à temps à un résultat, avant que les négociations de paix générale commencent en Europe ».

Puis, après une brève allusion aux relations de l'Allemagne avec les neutres, il a poursuivi :

« Quand on regarde les événements de haut, on doit se demander : la guerre durera-t-elle encore cet automne, cet hiver et l'année prochaine ? (Mouvements dans l'assemblée.) On croit beaucoup, dans notre opinion publique, que la longueur de la guerre constitue quelque chose d'absolument nouveau et qu'on n'avait d'une façon générale, dans ces derniers temps, jamais compté dans les milieux compétents avec une guerre très longue. Cette opinion est erronée.

« Mon avis est qu'il est impossible d'envisager avec certitude le moment dont on pourrait dire : A ce moment il faudra que la guerre finisse. L'œil doit guetter les facteurs politiques qui pourraient ouvrir d'éventuelles possibilités de paix.

« Dans ce sens, je dois dire que malgré les brillants succès de nos armes, la volonté de faire la paix et la disposition de la conclure, ne se sont encore nulle part manifestées clairement chez nos adversaires dans leurs milieux autorisés. »

Ce passage est particulièrement à retenir. Il montre nettement le dépit de la diplomatie allemande devant l'insuccès de tous ses essais de paix ; elle est encore à attendre les propositions de l'Entente.

Il continue sur le même sujet en déclarant que le gouvernement allemand a fixé à plusieurs reprises son point de vue dans des manifestations destinées au public le plus étendu. « Nos adversaires, a-t-il continué, ne peuvent rien montrer qui puisse, dans une certaine mesure, faire suite à l'offre de paix allemande, à la résolution de paix de cette Chambre ou à la réponse à la note du pape.

« Je ne crois pas qu'il y ait un homme raisonnable en Allemagne qui ait jamais espéré ou désiré de cette guerre que l'Allemagne en puisse obtenir l'hégémonie mondiale. Je ne crois pas qu'un homme en Allemagne, et surtout l'empereur et le gouvernement impérial aient, ne fût-ce qu'un instant, pensé qu'ils pouvaient, en déchaînant la guerre en Europe, s'assurer la domination du monde. L'idée de la domination du monde en Europe est une utopie. L'exemple de Napoléon le prouve. La nation qui voudrait en faire une réalité s'épuiserait dans un combat inutile, comme cela arriva à la France, au cours des siècles, se porterait le plus grave préjudice, s'arrêterait dans son développement. »

Kuhlmann rejette ensuite la responsabilité de la guerre sur le tsarisme : avec une formidable impudence, il croit que plus on va dans l'histoire anté-

rieure de la guerre, plus apparaît nettement que c'est la Russie qui a projeté et voulu la guerre. Malgré les déclarations de son maître, lorsqu'il a dit que la victoire de la conception allemande dans le monde était nécessaire, il cherche encore à égarer les esprits. Après les réquisitoires de Lichnowsky et de Muelhon, qui donc, de bonne foi, peut encore être dupe des mensonges de Kuhlmann et autres !

Il résume ainsi, en quelques mots brefs, les buts dont l'obtention est absolument une nécessité vitale pour l'Allemagne.

« Nous voulons sur terre pour le peuple allemand — et il en est de même « mutatis mutandis » pour nos alliés — dans l'intérieur des frontières tracées par l'histoire, vivre en sécurité, libres, forts, indépendants. Nous voulons avoir au delà des mers des possessions répondant à notre grandeur, à l'étendue de nos capacités colonisatrices éprouvées ; nous voulons avoir la possibilité et la liberté de porter sur la mer libre notre commerce et notre trafic dans toutes les parties du monde. »

Il est curieux de remarquer, comme malgré leurs rodomontades, nos ennemis tâtent toujours plus le terrain d'une future entente. Toutes propositions dans ce sens seront les bienvenues, d'après Kuhlmann qui continue :

« Si une proposition nous est faite, de quelque côté qu'elle vienne, si elle n'est pas conçue en termes vagues, mais si elle repose sur des bases solides, alors on ne s'adressera pas chez nous, j'en suis sûr, avec une telle proposition, à l'oreille d'un sourd. Puisse cela être clair.

« Aussi longtemps que toute ouverture sera considérée par l'autre partie comme une offensive de paix et en tout cas comme une entreprise déloyale, pour semer la désunion entre les alliés, aussi longtemps que toute tentative de rapprochement sera aussitôt dénoncée de la manière la plus violente par les adversaires d'un rapprochement dans les différents pays, il sera impossible de voir comment peut être entamé un échange de vues quelconque pouvant conduire à la paix. »

Comme conclusion, M. von Kuhlmann a déclaré que : « Sans un échange de vues de ce genre, étant donnée l'extension inouïe de cette guerre de coalition, étant donné aussi le nombre des puissances transocéaniques qui y sont mêlées, on pourra à peine attendre par des décisions uniquement militaires et sans toutes négociations diplomatiques, une conclusion absolue.

« Notre situation sur les champs de bataille, nos réserves inouïes en ressources militaires et accessoires, notre situation et notre détermination à l'intérieur, nous permettent de tenir un semblable langage.

« Nous espérons que nos adversaires verront que devant les moyens que nous avons à notre disposition, l'idée d'une victoire de l'Entente est une illusion et un rêve. Ils trouveront le moment voulu, comme M. Asquith l'attend de nous, le moyen de venir à nous avec des offres de paix conformes à la situation et suffisantes pour les nécessités vitales de l'Allemagne. »

Comme il fallait s'y attendre, la discussion qui a suivi le discours de Kuhlmann a été des plus violentes. Les discours des orateurs du parti conservateur ont été interrompus à plusieurs reprises par des huées des socialistes, dont les protestations ont dégénéré en tumulte.

Les conservateurs ont accusé Kuhlmann de prêcher le renoncement et de décourager le peuple allemand en disant que la paix par la victoire était impossible ou, en tout cas, improbable. L'annonce d'une cinquième campagne d'hiver, faite par Kuhlmann dans un silence impressionnant, a provoqué l'exode de la droite, qui est allée tenir une réunion particulière dans le local du parti conservateur.

Le lendemain, 25 juin, au cours de la discussion du traité de paix avec la Roumanie, le chancelier Hertling a fait d'intéressantes déclarations, dont voici les principaux passages :

« Le 24 février, j'ai fait un pas de plus et ai pris nettement position au sujet du message du président Wilson. J'ai discuté ici ses quatre points connus, j'y ai adhéré en principe. Je disais que ces quatre points pouvaient constituer des bases pour la paix mondiale générale. Aucune déclaration quelconque du président Wilson ne les a suivis.

« Ainsi, il est inutile de vouloir dérouler davantage le fil qu'on avait commencé à tendre ; cela d'autant moins de raisons d'être, après les déclarations qui nous sont parvenues depuis, notamment d'Amérique. »

Le chancelier déclare que désormais l'Allemagne ne fera plus de propositions de paix. Il poursuit :

« Vous avez montré en vérité clairement ce qu'il faut entendre par une ligue pacifique des peuples pour le maintien de la liberté et du droit.

« Clairement aussi nos adversaires ont montré que c'est eux qui formeraient le noyau de cette ligue des peuples à constituer, qu'il n'y aurait ainsi pas de difficultés à isoler l'Allemagne qui se développe d'une façon gênante et de l'étouffer en la ligotant économiquement.

« Par contre, je tiens pour tout à fait à leur place des communications faites par le secrétaire d'Etat des Affaires étrangères sur les détails de notre situation politique à l'Est, de la Finlande jusqu'à la mer Noire, exposé qu'il était qualifié pour faire, étant données ses connaissances et les expériences qu'il a faites pendant sa participation dévouée et couronnée de succès de plusieurs mois aux négociations qui furent conduites.

« J'estime que le secrétaire d'Etat s'acquitta de cette tâche d'une façon tout à fait adéquate. Par contre, certaines de ses déclarations ont reçu, comme j'ai dû le constater, à mon vif regret, un accueil plus ou moins amical dans de nombreux milieux. »

Ce dernier passage montre bien la colère déchaînée dans les milieux pangermanistes, et tous les efforts faits par le chancelier pour atténuer l'effet des déclarations de Kuhlmann.

C'est surtout la phrase de son discours, où il déclarait que l'action militaire à elle seule ne pouvait pas amener la fin de la guerre, qui a été l'objet de durs commentaires. Il est facile de s'imaginer quel a été l'effet de cette phrase sur la droite du Reichstag, au moment où tous les journaux de l'état-major affirmaient que d'ici peu l'armée allemande, par ses victoires, imposerait à ses ennemis la paix de son choix.

Kuhlmann s'est trouvé naturellement obligé de s'expliquer sur cette phrase et, à cet effet, à la suite des déclarations de Hertling, en voulant se retracer il n'a fait que confirmer le sens de ses paroles de la veille.

S'en prenant à son principal contradicteur, le comte Westarp qui, au nom des conservateurs, l'avait attaqué avec une fureur sans précédent, il a dit :

« D'après le comte Westarp, j'aurais déclaré « que seules des négociations pourront nous conduire à la victoire et non des décisions militaires ». Je dois protester avec la dernière énergie contre ce point de ses déclarations. Le texte de mon discours était absolument clair. C'est cette interprétation du mot « seules » qui modifie complètement ce que j'ai dit, à savoir que par des décisions militaires seulement, sans aucune négociation diplomatique, on pouvait à peine espérer la conclusion absolue de la guerre. »

Après la dure vérité qui s'est échappée de ses lèvres, Kuhlmann s'est mis dans une fâcheuse posi-

tion. Le bruit court, en effet, à Berlin, qu'il quitterait bientôt son poste.

D'après un télégramme de Berlin à la *Gazette de Munich*, l'opinion se répand, dans les cercles parlementaires de la capitale, que Kuhlmann, par son discours, « a chanté le *Chant du Départ* ».

On fait remarquer, à ce propos, que les représentants du ministère de la Guerre et de l'état-major ont quitté le Parlement aussitôt après les déclarations du ministre des Affaires étrangères. On estime généralement que celui-ci a voulu s'assurer un départ en beauté.

Sa démission, si elle est effective, prouvera combien est encore fort, en Allemagne, le parti pangermaniste, qu'il ne faut braver, et ne pourra que confirmer les Alliés dans leur inébranlable résolution d'abattre à tout jamais le militarisme prussien.

INFORMATIONS DIVERSES

FRANCE

Le renouvellement du privilège de la Banque de France. — Le 20 juin, au cours de la discussion de la convention portant renouvellement du privilège de la *Banque de France*, M. Bedouce propose de subordonner le projet à la solution que l'on donnera au problème bancaire en général. Cela reviendrait à un rejet de la discussion à une date éloignée.

M. Landry, rapporteur, lui réplique et fait ressortir que l'erreur de l'orateur qui l'a précédé est de croire qu'une fois le privilège renouvelé, il n'y aura plus d'amélioration possible au régime d'ensemble de la Banque.

L'application de la loi sur l'exportation des capitaux. — Dans son premier rapport trimestriel au président de la République sur le fonctionnement de la loi concernant l'exportation des capitaux, le ministre des finances rappelle tout d'abord les mesures prises par la commission des changes et les justifie. Il indique que cette commission, en vue de ne pas gêner notre commerce extérieur, a délivré à 183 maisons d'exportation des autorisations générales d'acheter au dehors pour les besoins de la Défense, valables six mois, représentant un montant de devises étrangères de 134 millions de francs environ. Des facilités ont également été accordées aux marchands de soieries et aux armateurs.

Une circulaire détaillée a été établie, le 15 courant, concernant l'application de la loi et les précautions que doivent prendre les banquiers assujettis au répertoire.

Le chèque postal. — C'est le 1^{er} juillet que l'administration des postes inaugurera le service de comptes courants et de chèques postaux créé par la loi du 7 janvier dernier.

Les villes suivantes seront le siège d'un bureau de chèques postaux dès le 1^{er} juillet prochain : Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes et Clermont-Ferrand. Le 1^{er} octobre, ouvriront les sièges de Toulouse, Rouen, Dijon, Nancy et Alger.

Tous les bureaux de poste et les établissements secondaires de la France, de la Corse et de Monaco participeront au service des chèques postaux.

Rappelons qu'il y a deux sortes de carnets de chèques : les nominatifs, destinés au prélèvement d'argent sur son propre compte ou d'assignation pour payer à des tiers ; et les chèques de virement, pour transporter des fonds à un ou plusieurs autres comptes courants. Les chèques nominatifs et de virement sont soumis à un droit fixe de 0 fr. 10 par opération, quel qu'en soit le montant.

En ce qui concerne la taxe sur les opérations, on

a établi un droit fixe de 0 fr. 10 pour les versements d'un titulaire à son propre compte, pour le chèque nominatif émis par le titulaire à son profit, et pour le chèque de virement de compte à compte. Une taxe, s'élevant de 0 fr. 10 par 5 francs et augmentant progressivement, a été établie pour versements à un compte courant postal effectué par des tiers et pour les chèques d'assignation de paiement à des tiers.

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES	20 juin 1918	27 juin 1918
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
en Caisse	3.360.357.959	3.361.739.876
à l'Etranger	2.062.108.485	2.062.108.485
Or	5.422.466.417	5.423.848.361
Argent	256.064.268	259.326.472
Total	5.678.530.635	5.683.174.833
Disponibilité à l'étranger	1.408.096.902	1.384.631.519
Effets échus hier à recevoir à ce jour	10.899.566	4.829.632
Effets Paris	867.043.364	881.464.633
Effets Etranger	5.721.816	5.170.786
Portefeuille Paris	441.288	196.665
Effets du Trésor	461.985.370	471.207.006
Effets prorogés	473.865.197	473.014.929
Effets du Trésor	604.813.767	603.390.025
Avances sur lingots à Paris	12.874.000	12.874.000
Avances sur lingots dans les succursales		
Avances sur titres à Paris	307.459.523	306.432.489
Avances sur titres dans les succursales	652.599.706	630.273.429
Avances à l'Etat	200.000.000	200.000.000
Avances à l'Etat (Loi de 1914)	18.200.000.000	18.450.000.000
Avances temporaires au Trésor public		
Bons du Trésor français escomptés pour avances de l'Etat aux Gouvernements étrangers	3.430.000.000	3.435.000.000
Rentes de la Réserve	10.000.000	10.000.000
Rentes de la Réserve (ex-banques)	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles	99.801.434	99.801.434
Rentes immobilisées	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales	42.371.336	42.378.470
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales	29.253.208	400.949
Emploi de la réserve spéciale	8.407.137	8.407.137
Divers	914.693.218	964.513.676
Total	33.525.538.263	33.773.942.368
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en additions au capital	8.450.697	8.450.697
Loi du 17 mai 1894	10.000.000	10.000.000
Ex-banques départementales	2.980.750	2.980.750
Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation	28.414.297.070	28.550.426.140
Arrerages de valeurs déposées	40.941.454	45.246.573
Billets à ordre et récépissés	2.783.756	2.857.813
Compte courant du Trésor	67.882.293	37.118.606
Comptes courants de Paris	2.235.826.673	2.303.718.507
Comptes courants dans les succursales	1.692.268.704	1.715.537.867
Dividendes à payer	4.305.630	26.170.453
Escompte et intérêts divers	132.560.575	5.894.756
Récompte du dernier semestre	3.829.538	9.017.455
Divers	705.378.675	852.990.324
Total	33.525.538.263	33.773.942.368

Comparaison avec les années précédentes

	30 juillet 1914	1 juillet 1915	29 juin 1916	28 juin 1917	27 juin 1918
Circulation	6.683.9	12.215.8	15.808.6	19.823.1	28.550.4
Encaisse or	4.141.3	3.931.5	4.763.2	5.288.0	5.423.8
argent	625.3	371.5	343.9	259.9	259.3
Portefeuille	2.444.2	2.514.2	1.817.3	1.753.0	2.439.1
Avances aux partic.	743.8	624.3	1.206.1	1.132.2	949.6
à l'Etat	200.0	6.400.0	8.100.0	10.800.0	18.650.0
Compt. cour. Trésor	382.6	82.0	38.2	33.5	37.2
partic.	947.6	2.365.2	2.272.6	1.733.5	4.013.3
Taux d'escompte	4 1/2 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0

La réforme financière en Algérie. — Le 20 juin, les délégations financières algériennes ont voté, presque à l'unanimité, la suppression des impôts arabes, réalisant ainsi l'assimilation fiscale entre les Européens et les indigènes. C'est une des principales réformes du programme gouvernemental établi au moment de la nomination de M. Jonnart. Le gouverneur général, louant hautement l'assem-

blée algérienne de l'importante décision prise, a dit que ce beau geste d'affection fraternelle aurait une grande portée de concorde nationale.

Obligations de la Défense nationale. — Les obligations de la Défense nationale, productives d'un intérêt de 5 %, qu'on peut acquérir dans les mêmes conditions que les Bons de la Défense nationale, sans formalités et sans frais, sont de deux types :

1° Obligations à échéance du 16 février 1925, dites *décennales*, comportant des coupons semestriels aux 16 août et 16 février de chaque année.

Le prix d'émission est fixé à 96,50 % sous déduction des intérêts correspondants à la période du semestre en cours non écoulée lors de la souscription, le prix étant du reste augmenté, à titre de portion acquise, de la prime d'amortissement d'une somme déterminée, fixée par arrêté ministériel. Cette prime est actuellement de 0,90 %, ce qui fait ressortir le prix à 97,40, moins les intérêts.

Ce prix varie par suite chaque quinzaine, toute souscription faite au cours d'une quinzaine étant réputée faite au premier jour de la quinzaine suivante.

2° Obligations *quinquennales* émises uniformément au pair (soit à 97,50, puisque l'intérêt semestriel est payable d'avance), remboursables à l'expiration d'un délai de cinq ans à dater du premier jour de celle des deux quinzaines du mois (1^{er} au 15 inclus ou du 16 à la fin du mois) pendant laquelle elles ont été émises. Les coupons semestriels sont par suite eux-mêmes payables à des époques qui varient suivant les dates de souscription.

Le remboursement se fait, à l'échéance, à 102,50 ; le porteur ayant toutefois la faculté de se faire rembourser au pair, soit à la fin de la première année, soit à toute échéance de coupon ultérieure.

Au point de vue du rendement et de la sécurité, les obligations de la Défense nationale sont en tous points comparables aux Bons de la Défense. C'est un placement de premier ordre.

Avis aux importateurs. — Le *Journal officiel* du 17 juin a publié l'avis suivant :

Les importateurs de marchandises dont l'entrée dans la métropole est soumise à autorisation préalable sont prévenus qu'à dater de ce jour, tous les comités ou commissions intéressés leur délivreront, en même temps que les originaux des autorisations d'importation destinées aux services de la douane, une copie spéciale (sur papier rose) qui servira exclusivement pour l'application de la loi du 3 avril 1918 qui régit l'exportation des capitaux.

Ce n'est que sur présentation aux banques de cette copie spéciale que les importateurs pourront obtenir de celles-ci, à partir du 20 juin 1918, les moyens de change ou de crédit nécessaires au règlement des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation aura été accordée.

En ce qui concerne les autorisations d'importations délivrées antérieurement à ce jour, les intéressés devront remettre aux comités ou commissions sur l'avis desquels ont été délivrées les autorisations, les originaux de ces titres avec un exemplaire de l'imprimé du modèle nouveau en vue de la délivrance de la copie spéciale.

Lesdits originaux seront communiqués à cet effet aux titulaires par le service des douanes lorsqu'il en sera détenteur.

Le nouveau régime minier. — La Commission des Mines, réunie à la Chambre sous la présidence de M. Léon Perrier, a terminé l'examen du projet de loi déposé par le gouvernement modifiant la loi de 1810 sur les mines.

Elle a, dans son ensemble, adopté le projet gouvernemental sous deux réserves principales : l'une qui vise l'engagement pris par elle devant le gou-

vernement de déposer immédiatement un projet de loi portant participation de l'Etat aux bénéfices des mines concédées et exploitées ; l'autre concluant à l'examen, pour avis des demandes de concessions par le Comité consultatif des Mines avec représentation du gouvernement à ce Comité.

L'accord de la Commission des Mines s'est réalisé sur le projet de loi du gouvernement sans que soient engagées les questions de principe que soulève la refonte totale et nécessaire de la loi de 1810.

GRANDE-BRETAGNE

Bilan de la Banque d'Angleterre. — Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 19 juin, s'établit comme suit :

Département d'émission		Liv. sterl.
Billets émis		82.065.000
Dette de l'Etat		11.015.100
Autres garanties		7.434.900
Or monnayé et en lingots		63.615.000
		82.065.000
Département de Banque		
Capital social		14.552.000
Dépôts publics (y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'Epargne, des agents de la Dette nationale, etc.)		36.122.000
Dépôts divers		125.487.000
Traites à sept jours et diverses		10.000
Solde en excédent		3.201.000
		179.072.000
Garanties en valeurs d'Etat		53.750.000
Autres garanties		95.050.000
Billets en réserve		29.682.000
Or et argent monnayé en réserve		590.000
		179.072.000

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août 1914	27.622	36.105	63.249	76.393	9.967	20.40	6 %
1 ^{er} mai 1918	61.361	49.440	172.025	159.322	30.371	17.65	5 %
8 —	61.366	49.683	165.703	153.282	30.133	18.18	»
15 —	61.708	49.976	175.277	162.839	30.182	17.22	»
22 —	62.633	50.247	166.034	152.885	30.836	18.57	»
29 —	63.452	51.052	176.326	163.224	30.850	17.50	»
5 juin	63.794	51.855	170.569	157.962	30.389	17.88	»
12 —	63.878	52.025	169.583	157.068	30.303	17.87	»
19 —	64.205	52.383	161.309	148.800	30.272	18.77	»

Les Banques allemandes en Angleterre. — La semaine dernière nous avons fait connaître le débat qui avait eu lieu aux Communes au sujet des banques allemandes à Londres. M. Bonar Law, ministre des Finances, a été, de nouveau, interpellé à ce sujet. Il a déclaré que le gouvernement ne s'est pas occupé de la question de savoir si les banques allemandes devront être interdites en Angleterre après la guerre. Cette question, déclare-t-il, doit être tranchée un jour ou l'autre ; elle ne semble cependant pas exiger une solution immédiate.

Comité de défense des porteurs anglais de fonds russes. — Les porteurs anglais de fonds d'Etat, de titres municipaux et d'obligations de chemins de fer russes, se sont réunis dans la Cité et ont constitué un Comité de défense, composé de hautes personnalités de la banque et du commerce, sous la présidence de Lord Revelstoke. Ils ont invité les porteurs alliés à se joindre à eux.

A propos de cette constitution, le *Financial News* écrit :

« Si le Comité des porteurs agit avec vigueur, il

est hors de doute qu'il saura créer une situation nette pour l'avenir et amener la liquidation de tous les arriérés. La Russie « sera obligée » de se tourner de nouveau vers l'Occident après la guerre. A moins qu'elle ne trouve, chez elle, des ressources monétaires, son sort, au point de vue économique, est scellé. Un manifeste du Comité invitant le public à ne souscrire à aucun emprunt russe peut faire avorter toute opération de cette nature, à supposer que la Russie puisse même trouver des répondants, ce qui serait déjà en soi-même une grosse affaire. Le Comité pourrait, en fait « bloquer » toute opération financière de la Russie jusqu'à ce que celle-ci revienne à des conceptions saines et honnêtes de ses obligations. »

La protection des teintures industrielles anglaises. — Le 14 juin, le président du Board of Trade a annoncé à la réunion des grands industriels de Manchester qui emploient des teintures dans leurs industries, que le gouvernement a décidé de défendre l'importation des teintures pour dix années, excepté avec autorisation spéciale. Pour payer les frais d'agrandissements des bâtiments, de matériels, d'installation et des recherches, le gouvernement est disposé à accorder des avances et des subventions aux fabricants de teintures, sous certaines conditions.

Le président du Board of Trade a conclu en disant que si elle adopte le système de la coopération, l'industrie de la teinture britannique peut être placée sur une base raisonnablement large et sûre pour résister à la concurrence allemande après la guerre. Une résolution a été adoptée approuvant une fusion immédiate des principales teintureries.

RUSSIE

Finances bolchevistes. — Commentant la politique financière des bolcheviks, la *Gazette de Francfort* écrit :

« Les journaux russes donnent des détails sur la dévalorisation du papier-monnaie russe, projetée par Lénine et qui devra être réalisée par l'échange, dans un délai fixé, des bons en circulation contre de nouveaux bons à émettre. »

« La circulation fiduciaire s'élève actuellement à 35 milliards. Les personnes compétentes du Soviet estiment que par ce procédé 10 milliards de roubles tout au plus pourront être soumis à l'échange ; apparemment, les nouveaux bons du Soviet sont déjà sous presse. Quant à la façon même dont l'échange devrait se faire, il y a au sein de la Commission des finances du Soviet de fortes divergences. Les socialistes révolutionnaires de gauche qui, parmi les partisans de Lénine, représentent le droit, proposent que toute somme puisse être échangée, pendant un délai très court, contre des bons du Soviet d'une valeur équivalente et que la réduction de 25 à 50 % ne soit effectuée que plus tard. Mais Lénine semble incliner vers une méthode plus radicale. »

Base d'arrangements financiers et économiques entre la Russie et l'Allemagne. — A la séance de la Commission russo-allemande pour la reprise des relations économiques des deux pays, le commissaire du peuple pour le commerce et l'industrie Bronsky a exposé les points suivants :

— Pour faire face aux engagements de la Russie envers l'Allemagne, le gouvernement soviétiste sera forcé de conclure un emprunt extérieur dont les intérêts seront amortis, en parties proportionnelles, par les matières premières que produit la Russie, particulièrement le bois, par les actions allemandes en circulation en Russie et par de l'or.

« Afin de garantir l'emprunt et d'assurer le remboursement des marchandises que l'Allemagne fournira à la Russie, le gouvernement soviétiste accor-

dera à l'Allemagne une large exploitation des richesses naturelles de la Russie sous la forme de nombreuses concessions dont le contrôle et une partie des bénéfices appartiendront au gouvernement de la Russie.

« De son côté, l'Allemagne sera invitée à ne pas intervenir dans la politique économique intérieure de la Russie, ni dans ses rapports avec les pays qui en faisaient jadis partie, tels que l'Ukraine, la Pologne, le Caucase. L'Allemagne reconnaîtra la nationalisation des banques du commerce extérieur. Elle garantira à la Russie la moitié au moins de la production du minerai des régions de Krivokrog et du Caucase.

« L'Allemagne rectifiera enfin la frontière russo-ukrainienne, de façon que la Russie possède les régions de Youssovka et les mines et houillères du Donetz et de Youriev. »

D'autre part, l'ambassadeur allemand à Petrograd a informé des commissaires du peuple que le gouvernement de Berlin exigera plein dédommagement pour les biens appartenant, en Russie, à des sujets ou protégés allemands, qui auraient été réquisitionnés ou nationalisés par le gouvernement bolcheviste.

ETATS-UNIS

L'effort américain. — Voici un résumé de l'effort de la grande République américaine, depuis son entrée en guerre, qui va montrer combien est étroite sa collaboration avec les Alliés :

Constructions navales. — Programme des constructions navales : 12 millions de tonnes. Nombre de chantiers de construction : 130 (avec 700 cales), occupant 500.000 ouvriers. A partir du 1^{er} juin, 500.000 tonnes seront mises en service mensuellement.

Les progrès accomplis sont frappants. Pendant le mois de mai, les chantiers de construction ont lancé 81 carènes de bateaux, dont 39 en acier et 42 en bois, représentant un total de 344.450 tonnes. Pendant le mois précédent, il n'avait été lancé que 55 carènes.

D'une déclaration du contrôleur de la navigation des Etats-Unis, il ressort qu'en 1920 l'ensemble des navires complétés sera de 2.101 navires, dépassant un tonnage de quatorze millions en poids mort. Cinq millions de dollars seront nécessaires pour exécuter le programme actuel. On estime qu'en 1919 les Etats-Unis construiront des navires pour plus de treize millions de tonnes.

Parlant de projets d'après-guerre pour la grande flotte marchande, le contrôleur a dit que si le programme réussit entièrement, les Etats-Unis seront en état, en 1920, d'établir un service hebdomadaire de passagers New-York-Caracas-Rio de Janeiro-Montevideo-Buenos-Aires sur la côte est, et Colombie-Equateur-Pérou-Chili sur la côte ouest. On projette également un service de passagers et de cargaison adéquat pour les républiques de l'Amérique centrale et on pourvoira ainsi prochainement aux besoins commerciaux de la Russie et de la Chine.

Ravitaillement. — Réserve de vivres actuellement transportés en France : la ration suffisante au ravitaillement de 2.000.000 d'hommes pendant trois mois.

Augmentation du tonnage américain manipulé dans les ports français : en janvier, 150.000 tonnes ; en avril, 350.000 tonnes. Envoi mensuel de vivres prévus : 800.000 tonnes.

Ici encore l'effort est des plus intéressants, surtout qu'afin de pouvoir satisfaire aux besoins des armées alliées et de la population civile de France, d'Angleterre et d'Italie, le gouvernement a prescrit à la population de restreindre la consommation du bœuf. Jusqu'au 15 septembre, chaque consommateur aura droit à 500 grammes de viande de bœuf

par semaine. Les restaurants ne pourront faire figurer sur leur menu le bœuf bouilli que deux fois par semaine, le beefsteak et le roastbeef une seule fois.

Ces restrictions seront compensées par la mise en vente de grandes quantités de viande de porc dont les stocks disponibles sont supérieurs aux besoins normaux.

Finances. — Les Etats-Unis ont, de mai 1917 à avril 1918, prêté à la France 9 milliards de francs. La Trésorerie américaine vient d'accorder encore de nouveaux crédits s'élevant à 175 millions de dollars pour la Grande-Bretagne, et à 9 millions de dollars pour la Belgique, ce qui donne comme total des avances consenties aux Alliés 5 milliards 950 millions de dollars, environ 30 milliards de francs.

Rappelons enfin que le budget prévu pour l'année fiscale est de 24 milliards de dollars, et que l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les bénéfices de guerre, d'après les calculs établis, doivent apporter cette semaine au moins deux milliards de dollars dans les caisses du Trésor américain. Plus de 6 milliards de cédules vont être touchées. C'est le plus gros versement d'impôt qui ait jamais été fait aux Etats-Unis.

Le prochain emprunt de la Liberté. — Le département des Finances de Washington annonce que le prochain Emprunt de la Liberté sera émis le 1^{er} novembre. Il atteindra 6 millions de dollars. Il n'est pas improbable, ajoute l'administration des Finances, que le cinquième emprunt, qui sera émis au printemps prochain, puisse être d'un chiffre encore plus important. On s'attend à ce que les dépenses de guerre pour l'année commençant le 1^{er} juillet dépassent 24 milliards de dollars.

Vraisemblablement cet emprunt portera intérêt à 4 1/2 %. En effet, M. Mac Adoo a annoncé qu'à partir du 25 juin, en prévision du nouvel emprunt, le Trésor émettra des bons à 4 1/2 % dont le total pour quatre mois sera de 30 milliards de francs. Comme une opération analogue a précédé le dernier emprunt à 4 1/4 %, on conclut que l'intérêt sera relevé de 1/4 %. Par contre, il est probable que l'emprunt ne sera pas exempt d'impôt, alors que pour le dernier emprunt, l'impôt n'attaquait que les souscriptions supérieures à 250.000 francs.

Le Trésor se montre satisfait de la facilité avec laquelle les contribuables ont payé l'impôt sur le revenu et sur les bénéfices de guerre pour une somme totale de 15 milliards sans que les affaires aient eu à en souffrir. L'excellent rendement des impôts est une preuve de la puissance financière des Etats-Unis qui supporteront sans peine la charge des impôts de guerre et des emprunts.

Ajoutons que la War Finance Corporation, qui contrôle toutes les émissions aux Etats-Unis, a autorisé en mai, premier mois de son activité, des émissions pour un total de 71.883.500 dollars, contre 53.104.175 dollars en mai 1917 et 9.675.500 dollars seulement en avril 1918.

On voit donc que, loin de restreindre l'activité financière, la nouvelle institution la développe au contraire. Sur ce total, 14.796.000 dollars, soit 20 %, ont servi à retirer des obligations venues à échéance. La plus grande partie du reste, soit 44.302.500 dollars, fut absorbé par des actions industrielles.

Le prix du blé. — Le Président Wilson a donné l'autorisation de porter le prix du blé à un niveau supérieur à 220 cents par bushel, qui est le minimum garanti en vertu de la proclamation du 21 février 1918.

En conséquence, l'Administration de l'Alimentation a autorisé la Corporation des Grains à porter le chiffre de ses actions de 50 à 150 millions de dollars. Elles deviendront toutes propriété du gou-

vernement et seront achetées par l'Administration, proportionnellement, de manière à maintenir le prix du blé à 220 cents par bushel ou à permettre une nouvelle augmentation du prix.

Le contrôle de la main-d'œuvre. — On télégraphie de Washington qu'à partir du 1^{er} août prochain, le gouvernement des Etats-Unis fera contrôler de façon efficace la totalité de la main-d'œuvre qui reste encore inutilisée par l'office compétent du ministère du travail.

Une proclamation du président Wilson enjoint à tous les employeurs travaillant pour la guerre de s'abstenir de recruter des ouvriers inhabiles en dehors du « service de la main-d'œuvre du ministère du travail » qui aura la direction unique du recrutement de tous les ouvriers civils pour le travail de guerre et pleins pouvoirs pour assurer aux industries la main-d'œuvre suffisante, même dans le cas où il serait nécessaire de retirer des ouvriers des organisations de production non essentielles.

ALLEMAGNE

Banque Impériale d'Allemagne. — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne, au 15 juin 1918 accuse, sur celui du 7 juin 1918, les variations suivantes :

	7 juin 1918	15 juin 1918	Compar.
	(En millions de marks)		
Encaisse or.....	2.346	2.346	»
— argent.....	120	120	»
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts.....	1.631	1.631	»
Portefeuille d'es-compte.....	14.309	14.937	+ 628
Avances.....	8	10	+ 2
Portefeuille titres....	100	101	+ 1
Circulation.....	12.034	12.042	+ 8
Dépôts.....	7.364	7.905	+ 541

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).

Dates	Encaisse		Billets de l'Empire (1)	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent						
31 juil. 1914	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202	5 %
7 août 1918	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	(31 mil.) 6 (3 août)
23 avril...	2.345	120	1.473	11.564	6.299	12.699	7	5
30 — ...	2.345	120	1.543	11.821	7.055	13.888	9	»
7 mai...	2.345	120	1.551	11.802	6.857	13.578	6	»
15 — ...	2.345	120	1.556	11.804	7.751	14.546	6	»
23 — ...	2.346	120	1.517	11.700	7.339	14.000	8	»
31 — ...	2.346	120	1.609	12.033	7.635	14.545	7	»
7 juin...	2.346	120	1.631	12.034	7.364	14.309	8	»
15 — ...	2.346	120	1.631	12.042	7.905	14.937	10	»

En outre, au 15 juin 1918, il y avait en circulation dans le public 7.196 millions de marks de billets de Caisses de Prêts et 345 millions de marks des Bons de Caisse de l'Empire.

(1) Depuis le 7 août 1914, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

Craintes industrielles. — Dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord* un grand commerçant de Brême nommé Lohmann publie un long article sur la situation économique de l'Allemagne après la guerre. Il avoue que l'empire n'aura plus à ce moment un tonnage suffisant pour ses besoins et propose qu'on réponde aux menaces de représailles de l'Entente par différentes exigences, dont la première serait que l'Allemagne demandât qu'on lui rendit tout le

tonnage qui lui a été saisi ou qui a été coulé et qu'on lui cédât une partie de toutes les matières premières achetées au cours des hostilités par les Anglais ; ceci afin que l'industrie allemande puisse immédiatement faire en sorte que les décisions prises par les Alliés au cours de la conférence économique de Paris ne soient pas efficaces.

Projets d'impôts. — D'après la *Gazette du Rhin et de Westphalie*, une réunion de représentants du Trésor, de l'industrie et du haut négoce du fer a eu lieu récemment à Berlin pour discuter le projet gouvernemental d'établissement d'un impôt sur le fer brut. Cet impôt serait de 10 marks par tonne, et comme la production annuelle est estimée à 20 millions de tonnes, il fournirait au Trésor impérial 200 millions de marks par an.

D'autre part, la Commission principale du Reichstag a abordé l'examen, en première lecture, du projet d'impôt sur les opérations de Bourse. Le gouvernement proposait que l'impôt frappant les transferts, sous forme de timbre, fût fixé à 3 %. Une contre-proposition demandait au contraire que cet impôt fût réduit à 1 %. Il est probable que les pourparlers engagés à ce sujet entre le gouvernement et les différents partis aboutiront à une transaction sur la base d'un impôt de 2 %.

La question des textiles. — Au moment où la commission ministérielle anglaise des textiles vient de déposer son rapport il est intéressant de voir à quels résultats est arrivée la commission du Reichstag pour l'industrie et le commerce qui s'est occupée de l'organisation du ravitaillement en textiles après la guerre.

Le sous-secrétaire d'Etat Goppert a déclaré que le gouvernement entendait laisser sa liberté au commerce ; il n'est prévu d'organisation d'achat collectif que pour le riz et le caoutchouc. L'importation des textiles dépendra toutefois du change et du tonnage. Pour régler toutes ces questions, il sera créé un « Office d'Empire pour la gestion des textiles » auquel sont subordonnés des « bureaux économiques d'Empire » pour le coton, pour la laine, pour la soie, pour les textiles renaissance et les déchets de tissu, pour le lin, la ramie, le typha et le jonc, pour le chanvre, pour le jute et pour les succédanés de textiles. Ces bureaux auront leur siège à Berlin, mais il pourra être établi des succursales dans les centres industriels importants.

Jusqu'à ce qu'on ait une idée exacte de la situation du marché des textiles après la guerre, le Chancelier conserve le droit de prendre les dispositions nécessaires en vue de sauvegarder les intérêts de la collectivité. Pour que le commerce et l'industrie puissent présenter leurs avis, il est adjoint à chaque bureau économique une assemblée de délégués nommés par le Chancelier parmi les représentants de l'industrie, des artisans, du commerce de gros et de détail, des employés et de la classe ouvrière ; cette assemblée nommera à son tour une commission dont le nombre des membres sera fixé par le Chancelier.

Les personnes appelées à faire partie de ces divers services pourront, du fait de leurs fonctions, avoir connaissance de certaines informations qu'elles pourraient utiliser dans leur intérêt personnel ; aussi le projet les astreint-il au secret professionnel, sous peine d'un emprisonnement de 1 an au maximum et d'une amende pouvant atteindre 15.000 marks.

AUTRICHE-HONGRIE

La crise ministérielle et ses causes. — Le 23 juin, le conseil des ministres, présidé par Seidler, décidait de remettre à l'empereur la démission totale du cabinet autrichien.

Cette démission, qui a été acceptée, — encore que

pour des raisons d'ordre intérieur, Seidler reste provisoirement au pouvoir —, à plusieurs causes.

C'est d'abord la question de la Pologne sur laquelle les gouvernements de Berlin et de Vienne n'arrivent point à se mettre d'accord. Le 11 juin, le comte Burian a essayé de rallier le gouvernement à la solution dite austro-polonaise, qui garantissait à la Pologne son intégrité territoriale, en la rattachant à la monarchie des Habsbourg. Il a si peu réussi que M. de Seidler n'a pu donner aux conservateurs polonais l'assurance que la Galicie ne serait point partagée.

C'est aussi l'échec cuisant de l'offensive autrichienne sur le Piave. Mais c'est surtout la grave crise alimentaire qui sévit fortement dans toute la monarchie dualiste et qui est arrivée à son paroxysme.

Dès le 18 juin, la *Neue Freie Presse*, de Vienne, annonçait que des émeutes s'étaient produites sur plusieurs points de la capitale. Les tramways furent arrêtés et renversés, les vitres de plusieurs usines brisées et des boulangeries pillées. L'emploi de troupes fut indispensable.

Mais c'est surtout le 23 juin, à l'annonce de la retraite, que de nouvelles et plus violentes manifestations eurent lieu à Vienne et à Prague. Ce jour-là, à Vienne, une grève partielle, à laquelle prennent part des ouvriers des usines de munitions, affecte environ 150.000 personnes. Dans les quartiers populaires règne une grande agitation qui a plutôt augmenté depuis que le Conseil des travailleurs a décidé de ne pas décréter la grève générale.

A Budapest de graves désordres eurent lieu également, surtout dans les fabriques de locomotives des chemins de fer de l'Etat hongrois. où, depuis le début du mois, la grève est à l'ordre du jour, par suite de revendications au sujet des salaires : les ouvriers demandent que leur paie soit portée de 90 à 160 hellers.

Le 19 juin, les ouvriers cessèrent le travail. Comme on voulait faire couler de la fonte en fusion afin que les fours ne devinssent pas inutilisables, les grévistes menacèrent les manoeuvres restés au travail et l'autorité fit appel à la gendarmerie. Un conflit se produisit, au cours duquel la police fit usage de ses armes ; il y eut des tués.

C'est dans la résolution obligée du gouvernement de Vienne de réduire à 90 grammes par jour la ration de pain qu'il faut rechercher la cause de ces émeutes et, par répercussion, celle de la chute du cabinet. Le conseiller Roskopf a donné des renseignements sur l'historique du nouveau rationnement et sur ses conséquences :

Les stocks autrichiens étant épuisés depuis avril, un accord fut conclu au mois de mai avec Berlin, par lequel l'Allemagne se réservait le monopole de l'exploitation de l'Ukraine et promettait en échange de ravitailler l'Autriche jusqu'au 15 août. Mais pour des raisons encore mal connues, sur les 2.000 wagons qui devaient chaque semaine transporter les céréales, 420 seulement étaient arrivés pour la semaine commençant le 17 juin. Le ravitaillement de Vienne et des villes industrielles au taux ordinaire de 180 grammes par tête, en eût absorbé 360. De telle sorte qu'il n'en fût demeuré que 60 pour tout le reste de l'Autriche.

En présence de la situation, dès le 14, l'office du ravitaillement télégraphia à Berlin ; aucune réponse n'était encore arrivée le 16. Le 15 au soir, le bourgmestre de Vienne, M. Weisskirchner, prévenu par le gouvernement de la mesure qui allait être prise, envoya deux dépêches demandant des secours à Ludendorff et au maire de Budapest. Il lui fut répondu par deux refus.

Le 17 juin au matin, le conseil municipal décidait de télégraphier au ministre hongrois de l'alimentation et au président du conseil de Bavière.

Dans l'après-midi du même jour, M. de Seidler recevait une délégation des socialistes et des ouvriers qui protesta énergiquement contre la brutalité d'une mesure imprévue. M. Renner se fit remarquer par l'énergie de son langage.

« Aucune des promesses faites après les grèves de janvier, dit-il, n'a été tenue. La classe ouvrière n'a plus aucune confiance dans les promesses gouvernementales. Elle réclame la convocation du Parlement. Elle réclame la suppression de la censure. Elle réclame enfin que l'on se procure à l'intérieur du pays, en Hongrie et en Allemagne, et dans les territoires occupés, les vivres sans lesquels il est impossible de continuer à produire. »

Le lendemain 18, le Conseil ouvrier lançait un appel au calme, exhortant les ouvriers et tout particulièrement ceux de l'alimentation et les chemins de fer à ne pas quitter le travail, pour le bien de tous. Cet appel n'a été écouté qu'à moitié, car on signalait déjà à cette date une quarantaine de mille de grévistes, surtout dans les arsenaux et les principales usines de munitions.

Malgré la famine qui règne en Autriche, les Allemands refusaient d'abord à leurs Alliés tout secours. Le 21 juin, la presse allemande publiait un communiqué officieux transmis par l'Agence Wolff, ainsi conçu :

« Nous apprenons de source autorisée qu'il n'est pas possible de prélever des céréales sur les réserves allemandes. »

Cette note semblait être une réponse aux paroles prononcées par M. de Seidler devant les représentants de la presse viennoise, affirmant que l'Allemagne était prête à venir en aide à l'Autriche.

Toutefois les graves nouvelles qui arrivaient de Vienne causaient une vive inquiétude dans les cercles politiques de Berlin et décidèrent le gouvernement allemand à intervenir.

La *Neue Freie Presse* donne, sur l'utilisation du secours en céréales envoyé par l'Allemagne, les précisions suivantes qui montrent combien la situation est tendue :

Sur les mille wagons déjà partis, quatre cents seront retenus pour les besoins de l'armée, deux cents seront réservés pour certaines grandes villes et le personnel des chemins de fer, des mines de charbon, des industries de guerre. Vienne recevra quatre cents autres wagons, ce qui n'assurera cependant le maintien de la demi-ration de pain que pendant quinze jours.

Ainsi, sans les quatre cents wagons de secours allemands, les 90 grammes de pain quotidien annoncés n'auraient même pas pu être distribués dans la capitale et ne sont garantis, même avec leur aide, que pour deux semaines.

C'est donc plus qu'une disette, c'est la famine dans toute son horreur et, sans les céréales allemandes, on aurait pu s'attendre à un grave conflit entre le peuple et le monarque.

Quant à la crise politique, elle n'est pas encore résolue. On croit généralement que le ministre démissionnaire des chemins de fer, baron Banhans, recevrait probablement la mission de former un cabinet de bureaucratie sans couleur politique.

La tâche sera lourde, surtout que le Comité exécutif des partis de droite de la Chambre des Seigneurs, réuni le 24 juin, a décidé à l'unanimité après de longs débats, de réclamer énergiquement la convocation du Parlement.

Les difficultés de la nouvelle alliance austro-allemande. — La Hongrie se dresse de plus en plus contre le bloc économique. A la Chambre hongroise des voix se sont élevées pour déclarer que le système politique du *Mittel Europa* compromettrait l'indépendance politique et économique de la Hongrie. Un député a critiqué ainsi l'interview de M. von

Payer, vice-chancelier allemand, publiée par la *Nouvelle Presse libre* de Vienne :

« Après les déclarations de l'homme d'Etat allemand, le devoir de tous les députés est de prendre position à l'égard des actions économiques, militaires et politiques prévues pour le resserrement de l'alliance germano-austro-hongroise.

« Je demande la formation d'une commission de trente parlementaires, qui sera chargée d'examiner, aux points de vue politique, économique et militaire, les relations de la Hongrie avec l'Allemagne et avec les nouveaux Etats du nord, ainsi qu'avec la Pologne, la Roumanie, la Turquie et la Bulgarie. Le gouvernement ne devrait rien signer avant d'avoir reçu un rapport de cette commission. »

Des idées analogues ont été exposées à la Chambre des magnats de Hongrie, dans une réunion de la Ligue des industriels hongrois de Budapest. Un de ses membres a déclaré :

« La dernière déclaration du comte Tisza à la Chambre basse, qui se rapportait principalement à la production agricole, s'applique dans une mesure plus large encore à l'industrie hongroise. Après la guerre, l'industrie hongroise entrera dans une période critique. Si l'Allemagne obtient des droits de douane préférentiels, soit par l'uniformité de ces droits, soit par le traitement préférentiel, l'industrie hongroise se trouvera placée entre les meules de la concurrence autrichienne et de la concurrence allemande. L'extension de l'alliance militaire et politique avec l'Allemagne suscite la plus grande sympathie dans les nombreuses classes de la nation hongroise et dans les milieux industriels. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il ne faut pas que les arrangements économiques soient désavantageux pour la Hongrie.

« Le plan exposé par le vice-chancelier von Payer dans la *Nouvelle Presse libre* incorporerait la Hongrie à un vaste bloc économique qui ne pourra jamais se réaliser, car le gouvernement hongrois s'y opposerait. »

BULGARIE

Le nouveau cabinet bulgare. — La constitution du nouveau cabinet bulgare sous la présidence de M. Malinof, que tout laissait prévoir, a eu lieu officiellement le 22 juin. Le nouveau ministère est ainsi formé :

Présidence et Affaires étrangères, M. Malinof ; Intérieur, M. Takef ; Finances, M. Liantchef ; Instruction publique, M. Kostinof ; Justice, M. Fadenhecht ; Guerre, général Sawof ; Commerce, M. Danilof ; Agriculture, M. Madjarof ; Travaux publics, M. Mouchanof ; Chemins de fer, M. Molof.

La plupart des membres du cabinet appartiennent au parti démocrate, sauf MM. Kostinof et Fadenhecht, radicaux. Le général Sawof était commandant en chef de la quatrième armée. Les ministres de l'Intérieur, des Finances, des Travaux publics et des Chemins de fer faisaient partie du premier cabinet Malinof, de 1908 à 1911.

Le ministre Malinof, que vient de constituer le roi Ferdinand, est un véritable ministre de chantage. « Si vous ne nous donnez pas toute notre part, nous essaierons de nous libérer. »

Le général Sawof — qui eut la conduite des opérations de guerre contre la Turquie en 1912, M. Madjarof, qui, pendant la même époque, était ministre de Bulgarie à Londres, et qui est né en Roumélie orientale, ont un passé très nettement turcophobe. C'est dire quelle sera leur attitude dans les difficultés pendantes avec Constantinople. D'autre part, M. Madjarof nous a été représenté, en 1915, comme désapprouvant la déclaration de guerre. Mais ne nous laissons pas duper par ce souvenir. M. Madjarof et le général Sawof sont parmi les plus grands responsables de la rupture de 1913 avec la Serbie. L'événement qui s'est alors accompli

enchaîne leur pays aux puissances centrales jusqu'à la ruine ou l'affaiblissement de ces dernières.

Le service allemand de propagande résume de la façon suivante les commentaires que les journaux allemands consacrent à M. Malinof :

A propos de la nouvelle que M. Malinof a été chargé de constituer le cabinet bulgare, les journaux allemands disent que ce changement de cabinet n'amènera pas, malgré la différence de vues dans le détail, un changement radical dans la politique bulgare. Ni le roi, ni la majorité du Parlement, ni le peuple bulgare ne pourraient être acquis à un tel changement.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* fait ressortir que Malinof, qui était autrefois partisan de la politique traditionnelle d'amitié russo-bulgare, n'a pas hésité à reconnaître la nouvelle orientation, et à le déclarer au Parlement lorsque les grands événements de la guerre lui ont montré que l'avenir de la Bulgarie était dans l'alliance avec les puissances centrales.

Revue Commerciale

Taxe et carte de viande. — Le 5 juin 1918, M. Paul Vincey a présenté à l'Académie d'Agriculture de France un exemple de mercuriale officielle à l'endroit de la semaine s'écoulant du 14 au 20 mai 1918.

Depuis l'automne dernier, le prix de la viande sur pied a considérablement augmenté. Le prix du kilo net de bœuf de deuxième qualité est passé en effet, de 3 fr. 05 à 5 fr. 26 au marché aux bestiaux de la Villette. Cette majoration de 2 fr. 21 équivaut à 72 % du prix pratiqué il y a environ sept mois.

Par suite de cette hausse exagérée, le gouvernement a décidé que le prix du kilo de bœuf fixé à 4 fr. 80 ne pourra dorénavant être dépassé pour le bœuf de boucherie sur pied, de la première qualité.

Mais dans le commerce de détail, le bœuf débité en pièces de catégories plus ou moins recherchées devra être taxé à des prix proportionnels tant à la demande qu'à la qualité des morceaux vendus.

Ceci implique qu'à l'exécution du cours maximum récemment établi pour la viande nette de bœuf sur pied, des arrêtés préfectoraux auront à fixer des prix pour la viande abattue. On peut donc espérer que les préfets publieront des mercuriales officielles pour la viande au détail sur la base d'une prime brute déterminée, pour frais généraux et bénéfices légitimes des détaillants.

Les mercuriales précitées constituent également une base méthodique du rationnement unimonétaire éventuel pour les viandes fraîches des différentes sortes et qualités. Ces poids unimonétaires seront calculés de telle sorte que le commerçant, après avoir débité tous les morceaux et pièces de rassortiment, se trouvera avoir récupéré exactement le prix d'achat en gros ou demi-gros augmenté du droit d'octroi et de la prime brute à fixer temporairement ou définitivement.

Ainsi que le préconise M. Paul Vincey, toute personne pourrait toucher dix tickets par exemple, d'une valeur uniforme donnée, valables pour deux semaines ou quatorze jours comportant ainsi quatre jours sans viande.

Ces jours sans viande, au lieu d'être comme maintenant les mêmes pour l'ensemble des consommateurs, seraient laissés à la volonté de chacun. Dès lors, le transport, l'abatage et la vente auraient lieu comme avant l'institution des jours sans viande et il en résulterait une économie appréciable des frais généraux des intermédiaires et une amélioration des conditions du transport des bestiaux et de leurs produits.

La carte de viande unimonétaire, en limitant principalement le chômage du personnel, serait no-

tamment de nature à ramener à un taux raisonnable la prime brute des détaillants et elle serait probablement plus efficace que les jours sans viande pour satisfaire aux nécessités pressantes d'économiser notre troupeau.

« Quoi qu'il en soit des avantages ou des inconvénients de l'un et l'autre moyens de ménager notre cheptel, dit M. Vincey en terminant son intéressant exposé, il n'est peut-être pas sans intérêt d'établir une méthode rationnelle de taxation et de rationnement éventuels des viandes de boucherie et de charcuterie. »

Le comité interministériel de la laine. — Le comité interministériel de la laine s'est réuni pour la première fois, le 19 juin 1918, au ministère du commerce, sous la présidence de M. Bonnier, président de la chambre de commerce de Vienne.

En ouvrant la séance, M. Clémentel, ministre du commerce, a comparé l'industrie de la laine avant et après l'invasion ennemie. De nos 2.500 peigneuses, il ne nous en reste presque aucune. Sur trois millions de broches de peigné, nous n'en avons plus que 200.000 à peine, et sur 750.000 broches de cardé, il nous en reste un peu plus de 400.000. Au lieu de 55.000 métiers à tisser, nous n'en avons plus que 20.000.

Le ministre a convié les industriels à collaborer avec les représentants de l'Etat pour étudier nos besoins en laine et en produits de laine, organiser les répartitions en ce qui reste d'usines, prendre au besoin des mesures de restriction de la consommation et de limitation des bénéfices de l'industrie lainière soit par des conventions intérieures, soit par des conventions passées avec l'Etat.

M. Clémentel a invité les industriels à examiner les modalités de leur collaboration avec l'Etat pour le bien national, à se grouper avec le souci de l'équité sans jamais perdre de vue que dans les temps qui vont suivre, les efforts individuels n'ont chance de se développer en prospérité que s'ils se mettent en conformité exacte avec le bien général.

On annonce que le gouvernement impérial britannique a acheté toute la laine australienne et en gardera le monopole pour la durée de la guerre. Les deux premières tontes représentent 100 millions de livres. Cette monopolisation constitue la plus grande transaction qui ait jamais été faite ; elle assure la stabilité commerciale de l'Australie.

PETITES NOUVELLES

◆◆ La Chambre a adopté le 20 juin, sans débat, une proposition de M. Jules Roche, qui étend aux *Bons et Obligations de la Défense*, dont les propriétaires sont dépossédés par suite des faits de guerre, les lois et décrets protégeant dans les mêmes circonstances les valeurs mobilières et les titres de Rente.

◆◆ Un projet de loi vient d'être déposé par le ministre du Commerce, tendant au relèvement du *tarif des colis postaux*. Cette mesure est appelée par la même nécessité que celle qui a motivé dernièrement l'augmentation du tarif des transports des marchandises sur les grands réseaux.

◆◆ La Chambre syndicale des Agents de Change communique la note suivante :

« En raison des circonstances actuelles, l'avis du 2 mars dernier, relatif aux valeurs à tirages, est modifié comme suit :

Toute valeur à tirage, négociée avant la dixième Bourse qui précède le jour du tirage, doit être livrée entre Agents de Change au plus tard la veille du tirage avant 1 heure. Pour les valeurs nominatives, le délai est augmenté de cinq Bourses.

Les livraisons doivent être faites par les donneurs

d'ordre à la Caisse de l'Agent de Change, au plus tard la veille du tirage, avant dix heures du matin. Ces délais sont les mêmes pour les valeurs dont la possession comporte, soit un avantage particulier, soit une charge déterminée. Il est permis, pendant les délais prévus, de traiter suivant conventions particulières.

A défaut des titres, et jusqu'à nouvel ordre, il sera loisible d'en donner les numéros par écrit, en se conformant aux délais ci-dessus indiqués. »

◆◆ L'action du *Crédit Foncier* est intéressante à 700 fr. avec un coupon de 15 fr. à détacher le 1^{er} juillet.

Les bénéfices que fait ressortir la situation au 31 mai s'élèvent à fr. 2.318.552 pour le mois et à fr. 11.560.221 depuis le début de l'exercice. Les réserves et provisions ont, en outre, reçu une dotation mensuelle de fr. 929.360.

Au cours du mois, les dépôts en comptes courants se sont accrus de fr. 1.243.760 et les prêts de fr. 44.633.821.

Les versements sur semestres d'annuités échus ont été de fr. 5.803.276.

◆◆ Les actionnaires de la *Société Générale* sont prévenus que l'assemblée générale du 25 mars 1918, ayant fixé le dividende total à 12 fr. 50 bruts par action qui, sous déduction des impôts, donnent 11 fr. 875 nets, sur lesquels un acompte de 5 francs a été payé le 2 janvier 1918 ; il sera distribué à partir du 1^{er} juillet 1918 7 fr. 50 bruts par action, soit, sous déduction des impôts, 6 fr. 875 nets.

Marché Financier

Paris, le 27 juin 1918.

La fermeté prédomine sur notre marché bien que les affaires manquent encore d'ampleur. Ce sont surtout nos Rentes qui font l'objet d'une demande importante. Le groupe russe est mieux.

Parmi les derniers cours cotés nous relevons :

Au Parquet. — Au comptant : 3 %, 60,30 ; 5 %, 88,25 ; 4 %, 68,85 ; Banque de France, 5.260 ; Banque de Paris et des Pays-Bas, 920 ; Crédit Foncier, 700 ; Crédit Lyonnais, 1.075 ; Actions Est, 740 ; Compagnie Algérienne, 1.362 ; P.-L.-M., 930 ; Orléans, 1.100 ; Midi, 950 ; Nord, 1.140 ; Ouest, 740 ; Métropolitain, 399,50 ; Nord-Sud, 120 ; Omnibus, 380 ; Voitures à Paris, 330,50 ; Suez, 5.125 ; Thomson-Houston, 662 ; Boléo, 813 ; Penarroya, 1.254 ; Extérieure, 142,65 ; Russe 5 % 1916, 49 ; Serbe 5 % 1913 (Monopolas), 57,60 ; Andalous, 500 ; Saragosse, 537 ; Rio-Tinto, 1.900 ; Briansk, 172 ; Prowordnik, 150 ; Naphte, 170 ; Tréfileries du Havre, 230 ; Montbard-Aulnoye, 480 ; Etablissements Bergougnan, 1.451.

Marché en Banque. — Au comptant : Toula, 362 ; Maltzof, 300 ; Platine, 383 ; Cape Copper, 86 ; De Beers ordinaire, 380 ; Mount Elliott, 100 ; Spassky, 29,50 ; Bakou, 1.075 ; Utah, 612 ; Spies, 11 ; Chartered, 23 ; East Rand, 7,25 ; Rand Mines, 78,50 ; Modderfontein B, 224,50 ; Malacca ordinaire, 110,50 ; Financière des Caoutchoucs, 176.

Marché de Londres (derniers cours). — Consolidés, 55 7/8 ; Emprunt 3 1/2, 87 7/8 ; Emprunt français, 77 11/16 ; South Eastern, 31 3/16 ; Ontario, 23 ./. ; United Steel com, 104 ./. ; Canadian Pacific, 161 3/4 ; Rand Mines, 2 11/16 ; De Beers, 13 1/4 ; Rio Tinto, 67 ./. .

Marché de New-York (derniers cours). — Atchison Topeka, 85 ./. ; Calumet, 430 ; Canadian Pacific, 147 ./. ; General Electric, 148 1/2 ; Louisville Nash, 116 1/4 ; Southern Pacific, 83 3/8 ; United Steel com, 108 1/2 ; Union Pacific, 122 1/4 ; Argent en barres, 99 1/2.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris. — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.